

p4048

LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

1947-1

FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
SIÈGE SOCIAL: PARIS

BUREAU EXÉCUTIF DE LA
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

PRÉSIDENT PROVISoire :

ARTHUR DEAKIN
(Grande-Bretagne)

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

LOUIS SAILLANT
(France)

VICE-PRÉSIDENTS :

F. ROSENBLUM
(U. S. A.)

L. JOUHAUX
(France)

F. CHU
(Chine)

V. V. KUZNETSOV

(U. R. S. S.)

V. LOMBARDO TOLEDANO

(Mexique)

E. KUPERS

(Hollande)

G. DI VITTORIO
(Italie)

*. . . un Ordre Mondial dans lequel toutes les ressources du
monde seront utilisées pour le bénéfice de tous les hommes.*

(Statuts de la F. S. M.)

LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

REVUE DE DOCUMENTATION ÉDITÉE PAR LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

DIRECTEUR : LOUIS SAILLANT

RÉDACTEUR EN CHEF : MICHEL FALINE

SIÈGE SOCIAL : PARIS

RÉDACTEURS : PAUL DAVIER

ANDRÉ VEYLET

SOMMAIRE

	Pages		Pages
★ <i>Un Message pour 1947</i> par Arthur DEAKIN, Président provisoire de la F. S. M.....	2	★ <i>Le Mouvement Syndical d'Afrique du Sud engage la lutte</i> par T. F. Mc WHINNIE, des services de presse et d'information de la F. S. M.....	21
★ <i>A notre avis...</i> (notes éditoriales de la Rédaction).	3	★ <i>L'activité de la F. S. M.</i> Les principaux documents du mois écoulé.....	26
★ <i>L'Assemblée Générale des Nations Unies à New-York</i> par Léon JOUHAUX, délégué de la France, Vice-président de la F. S. M.....	5	★ <i>La vie syndicale dans le monde</i> Activité, congrès des centrales syndicales nationales	30
★ <i>Le T.U.C. Britannique envisage l'Avenir</i> par Vincent TEWSON, Secrétaire général du T. U. C. britannique ..	14	★ <i>N'oubliez pas de lire...</i> Notes bibliographiques.....	32
★ <i>La C.G.T. et la France libérée</i> par Benoît FRACHON, Secrétaire général de la C. G. T.	17		



RÉDACTION ET ADMINISTRATION
1, RUE VERNET - PARIS (8^e)

2^e ANNÉE : JANVIER 1947.

PRIX DU N° : 50 FRANCS

UN MESSAGE

pour 1947



J'AI le privilège en tant que Président de la F. S. M. d'adresser un message de salutations et de meilleurs vœux à toutes les Organisations affiliées dans le monde, ainsi qu'à tous leurs membres qui ont fondé de si grands espoirs en la F. S. M. pour la réalisation de leur émancipation sociale et économique.

Ces espoirs ne doivent pas être déçus.

Au cours de l'année dernière, de nouvelles Organisations ont renforcé nos rangs et nous avons presque atteint notre but d'universalité.

Nous pouvons être fiers de notre œuvre auprès du grand organisme international qu'est l'Organisation des Nations Unies.

La reconnaissance de la F. S. M., en tant que porte-parole des travailleurs organisés du monde, crée de nouvelles obligations et de nouvelles responsabilités pour toutes les Organisations affiliées, et je suis persuadé que ces Organisations, ainsi que leurs membres adhérents, les rempliront loyalement.

La Fédération Mondiale a reconnu qu'elle avait dépassé la période de préparation et de propagande et était arrivée au stade du travail pratique.

Dans l'année à venir, la F. S. M. fera appel à ces Organisations affiliées pour obtenir d'elles de nombreuses informations et une large documentation, afin de lui permettre d'exposer le point de vue des travailleurs du monde.

Je suis sûr que nous pouvons compter sur une entière coopération de la part de tous nos membres.

Lorsque l'idée de créer une Organisation Syndicale Mondiale fut lancée pour la première fois, il s'est trouvé beaucoup de pessimistes pour dire que c'était un rêve irréalisable.

Aujourd'hui ces pessimistes sont peu nombreux : le rêve est devenu une réalité.

L'édifice qui a été bâti est reconnu dans le monde comme une forte puissance avec laquelle il faut compter.

Il peut devenir un instrument efficace ; mais il ne peut devenir la voix puissante souhaitée par tous ses membres, que si les principes sur lesquels il a été bâti et pour lesquels il fut créé continuent à être soutenus sans réserve par tous ses adhérents.

L'année 1947 nous apporte de nouvelles tâches, mais les ennemis que nous devons bannir sont toujours la faim, le besoin, l'insécurité et le fascisme.

Dans notre programme de 1947 nous portons une attention spéciale aux besoins du syndicalisme dans les régions arriérées, l'Extrême-Orient et le Continent africain, ainsi qu'aux propositions sociales et économiques de la F. S. M.

Nous espérons aussi créer les Départements Professionnels Internationaux dont le rôle est vital et qui compléteront la structure du Mouvement Syndical Mondial.

A tous les Camarades de tous les Continents, qui ont accompli une année de bon travail j'envoie un salut cordial et j'exprime notre décision réciproque de poursuivre ce travail et de redoubler nos efforts dans l'année à venir.

Vive la solidarité du Mouvement Syndical Mondial!

Arthur DEAKIN, Président Provisoire.

A Notre Avis...



NOTES ÉDITORIALES DE LA RÉDACTION

L'UNION FAIT LA FORCE

Nous estimons utile de reproduire quelques extraits de l'introduction au premier numéro de notre Revue :

Le Mouvement Syndical Mondial servira la noble cause de la justice sociale et de l'émancipation humaine... Notre Revue exposera, présentera des idées... dans l'esprit de tolérance qui est à la base de l'unité qui s'est réalisée au sein de la F. S. M. Le Mouvement Syndical ne sera sévère que pour les ennemis du progrès social, pour les adversaires de la liberté, pour les oppresseurs du peuple, pour les exploiters de la misère humaine.

Nous voulons également rappeler les nobles principes exposés par la F. S. M. dans ses statuts :

Organiser et unifier dans son sein les syndicats du monde entier, indépendamment des questions de race, de nationalité, de religion ou d'opinion politique...

Poursuivre la lutte pour l'extermination de toutes les formes fascistes de gouvernement et de toutes les manifestations de fascisme, sous quelque forme qu'il opère et sous quelque nom qu'il soit connu ;

Combattre la guerre et les causes de la guerre, et travailler en vue d'une paix stable et durable :

en apportant tout son concours à l'établissement d'une organisation internationale puissante et efficace ;

en poursuivant la lutte contre la réaction et pour le plein exercice des droits démocratiques et des libertés de tous les peuples...

Organiser la lutte commune des syndicats de tous les pays : contre toutes les atteintes aux droits économiques et sociaux des travailleurs et aux libertés démocratiques... ; pour l'adoption de toutes mesures améliorant le bien-être social et économique des travailleurs.

Gardant présents à l'esprit ces buts élevés et la déclaration de principes de notre revue, la rédaction estime de son devoir de dégager la leçon principale pour le syndicalisme de l'année de « paix » qui vient de s'écouler. Cette leçon est contenue dans le mot UNION.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation des travailleurs dans les différents pays pour comprendre la signification de l'unité pour l'établissement de la paix, pour la défense des intérêts fondamentaux des travailleurs. Là où le Mouvement syndical est unifié, là où les travailleurs sont unis dans leurs efforts pour réaliser leurs objectifs, nous constatons une renaissance plus rapide de la vie économique, une amélioration des conditions matérielles des travailleurs.

A titre d'exemple, on peut citer la Tchécoslovaquie ; la

Pologne, la Yougoslavie, sans parler de l'U. R. S. S. où la reconstruction du pays, après les énormes destructions de la guerre, se poursuit victorieusement avec la participation effective des syndicaux. Tel est le cas également de l'Angleterre où les Trade Unions prennent une part directe dans le développement économique et l'augmentation de la production. De même en France la Confédération Générale du Travail, qui compte près de 7 millions d'adhérents, est la clé de voûte de la reconstruction économique du pays et a notamment obtenu, pour les travailleurs, l'établissement d'un système de sécurité sociale plus progressif que dans les autres pays capitalistes.

Au contraire, là où l'unité syndicale fait défaut nous ne trouvons pas ces réalisations ; là, les rangs défilés de la classe ouvrière sont réduits à se défendre contre l'offensive de la réaction qui cherche à abolir les droits existants des syndicaux et des travailleurs et à annuler tout ce qu'ils ont conquis au cours de longues années de luttes sanglantes, en particulier au cours de la guerre contre les agresseurs fascistes. A titre d'exemple, on peut citer le Canada où l'existence de quatre Centrales syndicales ne facilite pas l'amélioration de la législation sociale ; les Etats-Unis où les rangs divisés des syndicalistes sont sous la menace d'une violente attaque contre tous les droits syndicaux ; la Grèce où le Gouvernement monarcho-fasciste utilise des divergences entre les représentants des différentes tendances du Mouvement syndical pour étouffer les libertés syndicales ainsi que les libertés démocratiques en général.

Pour arriver à leur fin les forces réactionnaires se sont toujours servi des divisions du mouvement syndical qu'elles ont souvent provoquées. De même aujourd'hui, alors qu'une paix stable et démocratique, désirable pour les masses travailleuses, n'est pas encore établie, les forces de la réaction conjuguent tous leurs efforts pour revenir au « bon vieux temps ». Elles tentent de rendre vains les immenses résultats acquis par les masses travailleuses au cours de la guerre de libération contre le fascisme. Elles ne veulent pas tenir compte des leçons que les masses ont apprises au cours de la lutte et des aspirations qu'elles veulent satisfaire.

Dans leur campagne de division, les forces réactionnaires servies par la radio et la presse corrompues, utilisent toutes les calomnies selon la méthode chère au docteur Goebbels. Ceci ne peut surprendre ceux qui luttent pour la démocratie, ou ceux qui désirent ardemment la paix et luttent honorablement pour celle-ci, car le fascisme a toujours agi comme étant l'arme politique de la réaction. Les syndicats des pays démocratiques étaient à la tête de la lutte contre la menace fasciste pendant les années de guerre ; ils luttent et lutteront pour extirper tous les restes du fascisme contre toutes les forces réactionnaires, pour la victoire de la paix, pour le progrès et l'amélioration des conditions de vie de millions de travailleurs.

Il semble heureusement que les travailleurs et leurs syndicats se rendent compte de cette offensive et ripostent en faisant appel à une union encore plus grande. Pendant la récente grève des mineurs aux Etats-Unis Philip Murray du C. I. O.

a pris l'initiative de réclamer un front uni des travailleurs derrière les mineurs, ce qui aurait pu avoir pour résultat une grande victoire des travailleurs. Dans ce même pays les travailleurs de l'Automobile (C. I. O.) préconisent activement la création d'un fonds commun de grève de tous les syndicats du C. I. O. et de l'A. F. L. pour faire face aux répressions éventuelles. En France, les différents partis politiques ont appris au cours des fréquentes élections générales de l'année dernière que les travailleurs accordent ou refusent leur soutien, sans considération des divergences purement idéologiques, selon que tel ou tel groupe politique préconise plus ou moins énergiquement et sincèrement un parti unique des travailleurs.

La F. S. M. n'a évidemment pas été épargnée dans cette offensive antisyndicale. Au contraire, pour autant qu'elle représente la dernière ainsi que la plus haute forme du développement de l'unité syndicale, sur le plan international, elle a été l'objet de campagnes de calomnies particulièrement violentes. Dans un article récemment paru dans la Tribune des Nations, le Secrétaire Général de la F. S. M. Louis Saillant, après avoir passé en revue les interventions efficaces de l'organisation au cours de l'année 1946, au sujet des répressions syndicales en Grèce, Chypre, Afrique du Sud, Iran, Chine, Trieste et l'Espagne franquiste, déclarait :

Lorsque les libertés syndicales, et celles très simplement humaines sont méconnues, insidieusement ou spectaculairement atteintes, peut-on imaginer pour la F. S. M. une autre action que celle en faveur des droits élémentaires des travailleurs et des syndicats? Des gouvernements sont à l'origine de ces entraves. Ils expriment des intérêts qui sont ceux de groupes sociaux et économiques réactionnaires, conservateurs. Alors, la F. S. M. devrait ne rien faire? Quelle limite veut-on tracer entre le fait syndical et le phénomène politique lorsqu'ils s'interpénètrent, puis se présentent au travers d'une mesure gouvernementale?... Lorsque ces libertés sont contestées, le rôle de la F. S. M. est de ne rien négliger pour les défendre. Lorsque ce sont des gouvernements qui usent de la contrainte à l'égard du syndicalisme ou la motivent et la justifient, ce sont eux qui transposent sur le plan politique les interventions inévitables du syndicalisme. Ainsi l'action de la F. S. M. a des répercussions politiques. Ce n'est pas elle qui le veut ainsi. Ce n'est pas elle qui le décide de la sorte. Ce n'est pas qu'elle le désire ou le souhaite. On le lui impose. Il ne s'agit là que d'un effet, d'une conséquence, dont les causes et les origines sont ailleurs que dans la seule volonté de la F. S. M.

Ah oui, la F. S. M. bien plus encore que les syndicats des divers pays a subi cette propagande à la Gæbbels. A ce sujet Saillant déclare :

En 1946, la F. S. M. s'est élevée à son propre rang dans l'arène internationale. Cela a suffi pour que certains milieux portent observations ou jugements plus ou moins faits pour atteindre la grande organisation mondiale. N'a-t-on pas fait à la F. S. M. le reproche d'être un instrument à la disposition du gouvernement soviétique pour sa politique extérieure? Voilà bien une affirmation aussi simpliste que tapageuse en tous cas peu raisonnée et peu raisonnable... Les travailleurs du monde sont assez avertis et assez sensibles pour avoir porté leur propre et libre jugement sur une telle situation.

Le Monde du Travail a appris cette leçon : il répondra à l'offensive antisyndicale dans le monde par une union toujours plus large; la F. S. M. se placera au premier rang

de tous ceux qui luttent pour réaliser cette union; et nous continuerons ici à faire la lumière sur les mensonges et à démasquer les ennemis du syndicalisme.

LA F. S. M. ET L'O. N. U.

La récente décision de l'Assemblée Générale de l'O. N. U. qui accorde à la F. S. M. le droit de présenter des questions à l'ordre du jour du Conseil Economique et Social de l'O. N. U. a été accueillie avec joie par les organisations syndicales affiliées à la F. S. M. Maintenant que ce droit est acquis, nous pouvons être sûrs que la F. S. M. s'en servira pour le profil des travailleurs du monde entier. La lutte a été longue et ardue. Le regretté Sidney Hillman a présenté cette idée au moment même où étaient jetées les bases de la F. S. M. en février 1945 à Londres. A l'époque, cette idée avait la pleine approbation du président Roosevelt, Lord Cilrine qui présida à la naissance et à la première année d'existence de la F. S. M. était un de ses partisans les plus convaincus. Toutefois il est assez étrange que ce fût l'opposition des gouvernements américain et britannique qui retarda le plus son acceptation. On ne peut que regretter que ces deux gouvernements se soient ainsi révélés au monde comme étant moins attentifs aux désirs des travailleurs organisés que les autres gouvernements.

Il est utile de noter que ce succès de la F. S. M. est un succès pour le syndicalisme du monde entier. Par exemple, si l'A. F. L. a pu obtenir sa représentation au Conseil Economique et Social, c'est bien par suite des efforts de la F. S. M. à laquelle elle n'est pas affiliée. En voulant maintenir son séparatisme, l'A. F. L. se voit forcée de suivre le mouvement. Nous n'en concevons aucune rancune et prévoyons que le fait se reproduira fréquemment à l'avenir.

ET L'ESPAGNE ?

Il n'existe peut être pas de sujet sur lequel il y ait une si complète unanimité d'opinion, un désir d'agir aussi identique dans tous les rangs des travailleurs organisés à travers le monde, que sur la question du régime abject de Franco en Espagne. Chaque fois que la F. S. M. a élevé sa voix pour réclamer la liquidation de ce dernier rempart du fascisme (et elle l'a fait constamment) on pouvait vraiment dire qu'elle parlait non seulement au nom de ses 71 millions d'affiliés mais au nom de tous les travailleurs du monde.

Malgré toutes sortes de sinistres manœuvres de derrière les coulisses qui ont réussi à empêcher une décision plus vigoureuse, l'Assemblée Générale de l'O. N. U. est arrivée à prendre une mesure quelque peu timide demandant à toutes les nations membres de retirer leurs représentants diplomatiques de Madrid. Nous n'olons avec une certaine satisfaction que ce fut l'insistance de Léon Jouhaux, délégué français à l'Assemblée et aussi vice-président de la F. S. M., qui provoqua l'adoption de cette décision. Mais évidemment il ne s'agit là que d'un simple début.

Le mouvement syndical mondial ne se contentera pas de ce geste accompli par toutes les nations. Il poursuivra la lutte jusqu'à ce que le peuple espagnol et les travailleurs espagnols soient définitivement libérés de la peste franquiste. Et entre temps les travailleurs organisés dans chaque pays feraient bien d'insister pour que leurs gouvernements respectifs appliquent effectivement et sans retard la décision de l'O. N. U., en s'inspirant, entre autres, de l'exemple du Congrès des Syndicats britanniques qui par le canal d'une délégation spéciale a fait appel au gouvernement britannique pour appliquer immédiatement les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

L'Assemblée Générale des Nations Unies à New York

par Léon JOUHAUX, délégué de la France, vice-président de la F. S. M.

I. — POSITION DE LA F. S. M. AUPRÈS DE L'O. N. U.

C'est comme délégué de la France, mais parlant également au nom de la Fédération Syndicale Mondiale, que j'ai participé à l'Assemblée Générale des Nations Unies qui s'est tenue du 21 octobre à la mi-décembre à Flushing Meadow, près de New York. C'est en cette double qualité que je suis intervenu aussi bien au sein des Commissions de travail que devant l'Assemblée Générale et que j'ai pu influencer sur les décisions importantes qui marquent cette deuxième partie de la première session des Nations Unies, commencée à Londres en janvier 1946.

Les résultats obtenus à New York sont, selon nous, d'une importance capitale pour l'avenir de l'Organisation Internationale que sont les Nations Unies et pour l'établissement d'une paix sûre et durable.

Ces résultats intéressent en premier chef la Fédération Syndicale Mondiale, puisqu'il s'agit de l'obtention de droits plus étendus pour elle dans sa collaboration avec le Conseil Économique et Social des Nations Unies et que les décisions prises constituent les bases sur lesquelles la paix humaine peut être construite. Ainsi sont réalisées les prémisses de la matérialisation de notre programme d'action décidé à notre Congrès constitutif de Paris, en octobre 1945. La confiance doit donc être en nous puisque, un an et demi à peine après notre constitution, nous enregistrons des résultats positifs et constructifs. Il est certain que, sans l'existence de la F. S. M., sans l'enthousiasme positif et la volonté d'agir que les travailleurs du monde entier ont apportés à notre Internationale, de tels résultats n'auraient pu être atteints. On doit voir, dans les résultats de New York, l'heureuse influence exercée sur l'évolution des faits par notre action internationale.

Non seulement l'autorité de notre Fédération Syndicale s'est-elle vue consacrée par un vote de l'Assemblée Générale, mais encore, par ce vote accordant l'extension de droits déjà reconnus à Londres, les Nations Unies ont manifesté leur volonté de voir établir avec le travail organisé une collaboration continue et totale. En effet, jusqu'ici, sur décision du Comité spécial institué à Londres, la collaboration de la F. S. M. avait un caractère consultatif et se faisait par l'intermédiaire du Comité Permanent du Conseil Économique et Social. C'était, à n'en pas douter, la reconnaissance de notre puissance et de l'utilité de notre apport à la discussion de tous les problèmes intéressant le progrès social et la paix, problèmes intimement liés pour un avenir meilleur des peuples.

Aujourd'hui, par un vote de plus des deux tiers des voix de l'Assemblée Générale, cette collaboration se trouve renforcée du droit de la F. S. M. de demander l'inscription à l'ordre du jour du Conseil Économique et social de questions qu'elle considère comme nécessaires pour aboutir à des conclusions pratiques et positives des problèmes discutés. Nous avons donc non seulement le droit reconnu de discus-

sion, mais encore celui de prendre des initiatives. Comment ce résultat a-t-il été obtenu ? En application des décisions du Conseil Général de la F. S. M. tenu à Moscou en juin 1946, et répondant en même temps à un appel des syndicats soviétiques adressé à la F. S. M., nous avons réuni les militants ouvriers présents à New York à titre de conseillers techniques ou autres. Ce furent les camarades Bondas pour la Belgique, Jensen pour le Danemark, Halbhuber pour la Tchécoslovaquie, Zuov pour l'U. R. S. S., Petrovich pour la Yougoslavie, et un camarade des syndicats norvégiens. Je présidais cette réunion qui se tint au siège central du C. I. O. à New York, assisté de John Abt et Michael Ross du C. I. O. D'un commun accord, nous décidâmes d'adresser une lettre au Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour demander que les revendications de



Léon Jouhaux pendant une des séances de l'O. N. U. à New York ; à droite, Averell Harriman, Secrétaire du Commerce américain.

la F. S. M. soient portées en discussion devant le Comité Mixte de la deuxième et troisième Commission qui avait charge de la question.

Une deuxième réunion de nos camarades, quelques jours plus tard, nous permit de nous mettre d'accord sur le texte de la lettre et de la signer avec Frank Rosenblum comme vice-président de la F. S. M. et les autres camarades au titre de membres d'organisations nationales faisant partie de la F. S. M. Deux jours plus tard, deux camarades anglais, H. Bullock et W. Lawther, conseillers techniques de la délégation anglaise, arrivèrent à New York et signèrent avec nous la lettre introduisant notre demande et dans laquelle nous disions :

Etant donné que les Commissions 2 et 3 sont sur le point d'examiner la question des relations des organisations spécialisées inter-gouvernementales avec le Conseil Economique et social, question analogue à celle posée par les relations entre la F. S. M. et le Conseil, nous vous prions, Monsieur le Président, de bien vouloir transmettre la présente requête à ces deux organismes des Nations Unies afin qu'ils puissent recommander que les propositions du Conseil du 21 juin 1946 soient révisées pour donner à la F. S. M. :

1^o Le droit de soumettre au Conseil des questions destinées à l'inscription à l'ordre du jour provisoire conformément à la procédure qui s'applique actuellement aux organisations spécialisées;

2^o Le droit de faire au Conseil Economique et Social des communications écrites et orales sur toutes les questions intéressant la Fédération.

Ces attributions ne modifient en rien le caractère d'organisme consultatif, dont la F. S. M. est investie par application de la Charte. Mais elle donne à ses consultations un caractère concret et effectif, conforme à l'esprit, à la lettre et au but même de la Charte des Nations Unies.

La F. S. M. ne présente pas cette requête à l'Assemblée Générale dans un

esprit d'antagonisme à l'égard du Conseil Economique et Social. Cependant, nous tenons à souligner qu'au moment où le Conseil a pris sa décision en date du 21 juin 1946, il était saisi de la lettre du 4 juin 1946 de feu Sidney Hillmann, alors vice-président de la F. S. M., formulant les demandes contenues dans la présente requête. Par sa décision du 21 juin 1946, le Conseil a rejeté la demande de la F. S. M. bien qu'elle ait recueilli un nombre important de voix en sa faveur. Dans ces conditions, il nous semble que le Conseil lui-même sera heureux de connaître la décision de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur l'importante question que pose la réalisation complète de la résolution que l'Assemblée a votée en sa première session à Londres, lorsqu'elle a recommandé au Conseil Economique et Social d'accorder à la F. S. M. le statut d'une organisation consultative.

Veuillez agréer, etc.

(signé) Frank Rosenblum, vice-président de la F. S. M.

Léon Jouhaux, vice-président de la F. S. M.

Jos. Bondas, Secrétaire-Général de la Fédération Générale du Travail de Belgique, Conseiller technique de la Délégation belge aux N. U., Membre du Conseil Général de la F. S. M.

Dr. J. Halbhuber, Secrétaire du Conseil Central des Syndicats Tchécoslovaques, Délégué suppléant de la délégation tchécoslovaque aux Nations Unies.

Dusan Petrovic, Membre du Conseil Général de la F. S. M. Délégué suppléant de la délégation Yougoslave aux Nations Unies.

Eiler Jensen (Danemark), Membre du Comité Exécutif de la F. S. M.

H. Bullock (T. U. C. Angleterre)

W. Lawther (T. U. C. Angleterre)

Il y eut, certes, beaucoup de discussions pour qu'aboutissent nos revendications. L'opposition se manifestait surtout de la part des délégués officiels des États-Unis, de l'Angleterre, de Cuba, de l'Afrique du Sud, de l'Australie et d'un certain nombre de délégués des Républiques de l'Amérique du Sud. Le Salvador se fit particulièrement remarquer dans cette opposition. Une fois de plus, nous entendîmes le fameux argument selon lequel « on ne pouvait accorder à la F. S. M. des droits supérieurs à ceux accordés aux nations membres des Nations Unies ». Nous n'eûmes pas de peine à réduire ces arguties et à montrer l'intérêt supérieur qu'avaient les Nations Unies à une collaboration de bonne volonté, pleine et totale, avec la F. S. M. Malgré les oppositions qui n'avaient pas désarmé — on sait que les États-Unis étaient déterminés, dans leur opposition, par le conflit intérieur existant entre le C. I. O. et l'American Federation of Labor — nous l'emportâmes par une importante majorité au sein du Comité Mixte. Cette majorité comprenait la France, naturellement, l'U.R.S.S., la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Norvège, le Mexique, l'Inde, etc.

Le texte adopté ne nous donnait pas pleine satisfaction, puisqu'une seule de nos revendications fut adoptée, celle du « droit de soumettre au Conseil des questions destinées à l'inscription à l'ordre du jour provisoire, conformément à la procédure qui s'applique actuellement aux organisations spécialisées. »

Cependant, ce résultat constituait un progrès appréciable sur la position antérieure et, à ce titre, il nous apportait une satisfaction qui, nous en sommes certains, sera ressentie par toutes les organisations nationales adhérentes à la F. S. M.

Il nous restait le cap de l'Assemblée Générale à franchir, car la délégation des États-Unis prétendait faire revenir la question en séance plénière. Mais, entre temps, nous avons obtenu, malgré l'opposition de cette même délégation, un succès concernant l'affaire espagnole, et il est certain que cela influa passablement en faveur de la thèse de la F. S. M.

C'est donc, sans nul doute, un avantage à l'actif de la F. S. M., avantage qui nous permet de prendre plus pleinement conscience de notre force ouvrière et de nos responsabilités et qui fait un devoir à la F. S. M. de se préparer à tenir honorablement le rôle qui lui est désormais imparti au sein des Nations Unies.

* * *

II. — LA QUESTION ESPAGNOLE

Dans son programme initial de Paris, la F. S. M. s'est donné pour but la lutte contre tous les vestiges du fascisme et du nazisme, répondant ainsi aux appels lancés à Valta et à Postdam par les Alliés. Depuis ce moment, dans toutes ses manifestations, la F. S. M. n'a pas manqué de rappeler cet engagement à tous ses adhérents et de leur demander d'agir en conséquence. Un double devoir était, et reste, le nôtre : faire disparaître le régime de Franco qui est un danger pour la démocratie et pour la Paix, apporter au peuple espagnol la solidarité à laquelle sa lutte héroïque lui donne droit. Nous ne pouvons pas oublier que sa cause est la nôtre et que, sans le rétablissement de la République Espagnole apportant dans cette péninsule la garantie des droits et des libertés populaires, l'organisation d'une Europe démocratique reste difficile. Nous ne devons pas oublier non plus que, sans l'Espagne Républicaine, la

collaboration économique sur laquelle la paix doit reposer s'avère incomplète et, par conséquent, impuissante à déterminer des effets bienfaisants pour la construction de notre vieux continent et le remembrement de l'économie mondiale.

D'autre part, si on peut, à la rigueur, considérer que le régime de Franco ne constitue pas un danger immédiat de guerre, il n'en est pas moins un danger latent dont le péril est indiscutable. Condamné par les Nations Unies, Franco continue cependant à les défier impudemment en se riant de leur condamnation morale. Il constitue, par cette attitude arrogante, par ce bluff, le centre de polarisation de toutes les espérances réactionnaires dans le monde.

C'est pour n'avoir pas voulu se rendre compte d'un danger identique, représenté hier par Mussolini et Hitler, que les démocraties ont été frappées si douloureusement par des événements qu'elles n'avaient pas su prévoir et qu'elles ont dû faire des sacrifices inouïs au cours d'une guerre qu'elles n'avaient pas voulue, pour laquelle elles ne s'étaient pas préparées et qui a laissé le monde dans un état d'appauvrissement moral et physique jamais atteint. L'humanité devra-t-elle donc toujours recommencer les mêmes erreurs, tourner dans le même cycle infernal? L'Histoire, si tragique, devra-t-elle rester sans enseignement pour les hommes et pour les peuples?

Jusqu'à l'Assemblée Générale de New York, il semblait qu'il dut continuer à en être ainsi. Les Nations Unies avaient bien décidé d'exclure le régime de Franco de toute collaboration internationale et de la mettre ainsi au ban de l'humanité. Mais elles n'avaient jamais osé prendre contre lui des sanctions de quelque nature que ce soit, si bien que Franco pouvait triompher en déclarant à ses partisans que les démocraties restaient impuissantes et qu'elles n'étaient capables que de verbiage. Et il pouvait ajouter

pour ses compatriotes, qu'il continuait à duper, que l'Espagne n'avait rien à craindre de ces tonnerres en carton! que, grâce à lui, les relations diplomatiques restaient correctes et continues parce que, lui, représentait, en Europe, la base de départ pour une action anti-bolchevique qui s'avèrerait indispensable un jour ou l'autre.

Cette attitude ne constitue-t-elle pas un danger de guerre? N'est-elle pas une source de division entre les démocraties? Ne vise-t-elle pas à perpétuer et à accentuer les causes de méfiance entre les peuples qui sont autant d'obstacles à la construction de la paix? Des faits récents viennent de montrer que, malheureusement, cette attitude ne signifiait pas que cela. On a, en effet, découvert ces derniers temps que des généraux franquistes formaient, avec des officiers nazis résidant en Allemagne, une association d'espionnage et d'action réactionnaire. C'est la preuve rendue évidente par les faits du complot permanent que constitue le régime de Franco, symbole d'espérance et de revanche pour tous les fascistes et les nazis.

Avant l'Assemblée de New York, le problème Franco avait été porté devant le Conseil de Sécurité afin que ce dernier examinât si ce régime constituait vraiment un danger de guerre et, dans l'affirmative, qu'il prît en conséquence les mesures nécessaires. Quelle a été la conclusion des enquêtes et études auxquelles s'est livré le Conseil de Sécurité? Les conclusions auxquelles est arrivé le Sous-Comité sont les suivantes :

a) *Bien que l'activité du régime franquiste ne constitue pas, à l'heure actuelle, une menace contre la paix au sens de l'Article 39 de la Charte et ne permette par conséquent pas au Conseil de Sécurité d'ordonner ou d'autoriser les mesures de coercition prévues à l'Article 40 ou à l'Article 42, elle n'engendre pas moins une situation qui représente une menace latente contre la paix et la sécurité internationales et qui est, par*

conséquent, de nature à « menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales » au sens de l'Article 34 de la Charte;

b) Le Conseil a donc le droit, en vertu de l'Article 36, paragraphe 1, de recommander les procédures ou méthodes d'ajustement propres à améliorer la situation visée au paragraphe a) ci-dessus.

La question qui se pose en dernière analyse est celle de savoir quelles mesures le Sous-Comité devrait recommander au Conseil de Sécurité. Après avoir examiné attentivement celles qui pourraient s'appliquer au cas d'espèce, et eu égard aux pouvoirs importants que détient l'Assemblée Générale en vertu de l'Article 10 de la Charte, le Sous-Comité recommande ce qui suit :

a) Le Conseil de Sécurité devrait faire siens les principes énoncés dans la déclaration des Gouvernements du Royaume Uni, des Etats-Unis et de la France, en date du 4 mars 1946;

b) Le Conseil de Sécurité devrait transmettre à l'Assemblée Générale la documentation aux termes de laquelle, à moins que le régime de Franco ne soit aboli et que les autres conditions de liberté politique indiquées dans la déclaration, ne soient, au jugement de l'Assemblée Générale, pleinement remplies, cette dernière vote une résolution recommandant que chaque Membre des Nations Unies rompe immédiatement les relations diplomatiques avec le régime franquiste;

c) Le Secrétaire général devrait prendre les mesures nécessaires pour communiquer les présentes recommandations à tous les Membres des Nations Unies ainsi qu'à tous autres qu'elles pourraient concerner.

Dans le cas où il aurait été établi, à la satisfaction de l'Assemblée Générale, que toutes les conditions énoncées dans la déclaration du 4 mars 1946 ont été remplies, y compris l'abolition du régime franquiste, la proclamation de l'amnistie politique, le retour des Espagnols exilés, la liberté de réunion et d'association



Léon Jouhaux, en décembre dernier, serrant la main de Jose Giral, Président du Gouvernement espagnol républicain-en-exil ; à l'extrême-gauche, Alvaro Alborno, Ministre de la Justice de ce gouvernement.

politiques et des élections publiques et libres, le Sous-Comité estime qu'il appartiendrait à l'Organisation d'examiner dans un esprit favorable la demande d'admission parmi les Nations Unies que formulerait un Gouvernement espagnol librement élu.

Transmises au Conseil de Sécurité, ces conclusions furent largement amendées et rendues inopérantes par le rejet de la proposition de rupture des relations diplomatiques.

La question fut reprise devant l'Assemblée Générale de New-York par une résolution de la délégation polonaise concluant à nouveau à la rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste. Appelé à intervenir au nom de la France, je me trouvais être, en la circonstance, l'interprète du gouvernement français qui avait déjà rompu les relations diplomatiques et économiques et avait fermé ses frontières avec l'Espagne de Franco, et en même temps le porte-parole de la F. S. M. Ma tâche était toute tracée : faire triompher le principe de

la rupture des relations diplomatiques, mesure déjà appliquée par le gouvernement français et préconisée par notre Internationale ouvrière, et ratifiée par toutes nos Centrales Nationales adhérentes.

Je fus donc amené à prendre la parole pour combattre la résolution des Etats-Unis qui n'était qu'une réédition des condamnations morales, mais purement platoniques, déjà formulées. Je le fis en ces termes :

Je vais essayer de vous exposer l'opinion de la France sur les propositions faites à cette Assemblée et sur la résolution américaine. Je n'ai pas besoin de vous dire que la Délégation française accepte tous les amendements proposés s'ils ont pour conséquence d'engager une action contre Franco. Le gouvernement français est allé aussi loin qu'il pouvait : il a fermé sa frontière avec l'Espagne, il a rompu ses relations diplomatiques avec le gouvernement franquiste. Si la Commission pouvait aller jusque là, la France avec joie se rallierait à son point de vue. Mais

la Délégation française ne peut pas accepter la résolution des Etats-Unis. C'est un coup de chapeau à l'infortune du peuple espagnol. Mais ce n'est que cela.

Si l'on se réfère aux discussions qui eurent lieu dans ce Comité et aux amendements qui furent apportés au préambule que nous avons adopté, on ne peut pas aboutir à cette absence de toute décision, après avoir énuméré les raisons qui appellent une décision. Ces amendements furent admis en toute connaissance de cause et en toute conscience. On doit en admettre les conséquences. Ce n'est pas suffisant de dire au peuple espagnol « si un jour vous avez un gouvernement démocratique, l'Assemblée Générale sera heureuse de vous recevoir dans son sein ». Mais je pense que le peuple espagnol accepterait avec beaucoup plus de joie, non seulement la main tendue, mais cette même main, si elle contenait le moyen de l'aider à sortir de la situation où il se trouve. Il y a une ironie douloureuse pour le peuple espagnol de se voir demander de constituer un gouvernement démocratique. Le peuple espagnol a répondu, il y a longtemps, à cette demande : en 1931, quand il était libre, il a constitué la République, parce qu'il était libre. En 1936, quand il était libre, il a consolidé la république parce qu'il était libre. Ceci montre nettement la volonté du peuple espagnol.

Vous le dites, dans le préambule, que ce sont les Nations de l'Axe, qui par leur intervention armée, ont apporté à Franco, traître à la Nation espagnole, les moyens de forces étrangères pour étrangler la liberté du peuple espagnol. Vous reconnaissez implicitement que le peuple espagnol ne peut pas se libérer sans aide. Comment le peuple espagnol peut-il se débarrasser de Franco, si vous ne lui apportez pas l'aide morale dont il a besoin ? Permettez-moi de vous dire, vous avez laissé intervenir les forces étrangères, ce qui a permis à Franco de faire son coup d'état, de prendre le pouvoir et d'établir la dictature.

A l'abri de cette dictature Franco a organisé son armée et son service de police qui empêchent le peuple espagnol de recouvrer la liberté. Tous ceux qui reviennent d'Espagne, quelles que soient leurs opinions, déclarent que la dictature règne en Espagne et qu'il est impossible pour le peuple espagnol de se soulever contre Franco, sous peine de guerre civile, de fusillades et de voir l'Espagne se couvrir de camps de concentration. Si c'est cela que vous voulez, il n'est pas nécessaire d'en discuter aux Nations Unies. Il suffit de dire à Franco que nous sommes impuissants et que lorsqu'il lui plaira de céder le pouvoir, alors nous aiderons le peuple espagnol. Si ce n'est pas cela que vous voulez, alors il faut trouver des moyens efficaces.

Je parle ici non seulement au nom de la France et de la Délégation française, mais, aussi je crois, au nom d'une grande fraction de l'opinion ouvrière dans le monde. J'espère que mes collègues de Grande-Bretagne me permettront d'exprimer l'opinion qui domina le dernier Congrès de Brighton, lorsque l'immense majorité des travailleurs anglais, les Trade-Unions, se prononcèrent pour la rupture diplomatique avec Franco. C'est là l'opinion des travailleurs anglais comme celle de ceux de tous les autres pays. J'éprouve un sentiment étrange en constatant que les organisations ouvrières de tous les pays sont pour la rupture diplomatique qu'elles considèrent comme le moyen le plus bénin d'affirmer une hostilité à l'égard de Franco, alors qu'ici je trouve un certain nombre de Délégations ouvrières de leurs pays. J'ai le droit de trouver cette situation étrange et de réclamer, non seulement au nom de la France, mais aussi au nom de 70 millions de membres de la Fédération Syndicale Mondiale, que l'on prenne les mesures qu'il convient à l'égard de Franco.

On ne peut pas considérer la rupture diplomatique comme constituant une intervention dans les affaires intérieures espagnoles. Ce n'est pas une intervention, c'est une rupture entre les membres des

Nations Unies et le Gouvernement espagnol. Or vous avez décidé que l'Espagne franquiste n'appartiendrait à aucune Organisation créée par les Nations Unies ou ayant un lien avec elles. C'est donc qu'en fait vous avez déclaré qu'il ne peut pas y avoir de relations diplomatiques avec Franco, alors vous ne pouvez pas refuser de demander aux Nations Membres des Nations Unies de rompre de telles relations si elles existent ? C'est la logique et aussi la vérité, les deux éléments qui par la lumière qu'ils projettent dans les consciences, sont seuls capables de rallier la confiance du monde.

Aujourd'hui, nous sommes à un moment où il convient de ne pas s'adresser seulement au peuple espagnol en lui demandant de faire un acte que l'on sait qu'il est dans l'impossibilité de faire. Il faut lui apporter des soutiens moraux. Si les Nations Unies ne font pas cela, si elles se contentent d'un appel généreux, elles n'empêcheront pas Franco de continuer à régner sur l'Espagne, de continuer à imposer sa volonté au peuple espagnol en aggravant de jour en jour les dangers de guerre.

Appuyés par les délégations de l'U. R. S. S., de la Biélorussie, de l'Ukraine, de la Pologne, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, de la Norvège, du Mexique, de l'Inde, du Paraguay, du Panama, du Guatemala, de l'Uruguay, etc..., étant par ailleurs parvenus à rallier l'Angleterre à cette thèse, nous fîmes voter par la Commission et par l'Assemblée Générale, à une énorme majorité, la résolution suivante :

A San Francisco, à Potsdam et à Londres les peuples des Nations Unies ont condamné le régime de Franco existant en Espagne et décidé qu'aussi longtemps que ce régime subsistera, l'Espagne ne pourra pas être admise comme Membre des Nations Unies.

L'Assemblée Générale dans sa résolution du 9 février 1946 a recommandé aux Membres des Nations Unies de se conformer à la lettre et à l'esprit des

déclarations de San Francisco et de Potsdam. Les peuples des Nations Unies assurent la nation espagnole de leur sympathie constante et de l'accueil chaleureux qu'elle recevra lorsque les circonstances lui permettront d'être admise dans l'Organisation des Nations Unies.

L'Assemblée Générale se rappellera qu'en mai et juin 1946, le Conseil de sécurité a procédé à une étude des mesures que les Nations Unies pourraient prendre ultérieurement à cet égard. La Sous-Commission du Conseil de sécurité chargée de cette étude a conclu unanimement,

a) Par son origine, sa nature, sa structure et son comportement général, le régime franquiste est un régime fasciste calqué sur l'Allemagne nazie de Hitler et l'Italie fasciste de Mussolini et institué en grande partie grâce à leur aide.

b) Au cours de la lutte prolongée menée par les Nations Unies contre Hitler et Mussolini, Franco, en dépit des protestations répétées des Alliés, a fourni une aide des plus substantielles aux puissances ennemies. Tout d'abord, par exemple, de 1941 à 1945 la Division bleue d'infanterie, la Légion espagnole des Volontaires et l'Escadrille Salvadore ont combattu contre la Russie soviétique sur le front de l'Europe orientale. En second lieu, en été 1940, l'Espagne a pris Tanger en violation du statut international de cette ville et, du fait qu'elle entretenait une armée dans le Maroc espagnol, elle immobilisait des effectifs considérables de troupes alliées en Afrique du Nord;

c) Des documents irréfragables établissent que Franco a été coupable, à côté de Hitler et de Mussolini, d'avoir fomenté la guerre contre les pays qui, au cours de la guerre mondiale, ont fini par s'associer sous le nom de Nations Unies. Il a été prévu, dans le plan de cette conspiration, que la participation intégrale de Franco aux opérations de guerre serait différée jusqu'à un moment à déterminer d'un commun accord.

L'Assemblée Générale, convaincue que le Gouvernement fasciste de Franco en Espagne qui a été imposé par la force au peuple espagnol, avec l'appui des puissances de l'Axe, et qui a fourni une aide matérielle aux puissances de l'Axe dans la guerre, ne représente pas le peuple espagnol et rend impossible, tant qu'il restera au pouvoir en Espagne, la participation du peuple espagnol aux affaires internationales avec les autres peuples des Nations Unies;

Recommande que l'on empêche le gouvernement espagnol franquiste d'adhérer à des institutions internationales établies par les Nations Unies ou reliées à l'Organisation et de participer aux conférences ou autres activités qui peuvent être organisées par les Nations Unies ou par les institutions précitées, jusqu'à formation d'un gouvernement nouveau et acceptable en Espagne.

L'Assemblée Générale, en outre, désirant que tous les peuples pacifiques, y compris le peuple espagnol, participent à la communauté des Nations,

Recommande que, si dans un délai raisonnable, il n'est pas établi un gouvernement tenant son autorité du consentement des citoyens, qui s'engage à respecter la liberté de parole, de culte et de réunion, et à organiser sans délai des élections par lesquelles le peuple espagnol libéré de toute contrainte ou intimidation, et sans considération de partis, puisse exprimer sa volonté, le Conseil de Sécurité étudie les mesures adéquates à prendre pour remédier à cette situation, et,

Recommande, dès maintenant, à tous les membres des Nations Unies de rappeler de Madrid, les Ambassadeurs et Ministres plénipotentiaires qu'ils y ont accrédités ».

L'Assemblée recommande en outre aux États Membres de faire rapport au Secrétaire général et à la prochaine Assemblée sur les mesures qu'ils auront prises en exécution de la présente recommandation. »

Une autre résolution que nous avons

présentée devant la Commission et qui avait été adoptée par celle-ci à une faible majorité, ne fut pas soumise à l'Assemblée parce que nous ne voulions pas nuire à l'adoption, par les deux tiers des membres, de la première résolution et parce que nous savions la deuxième condamnée d'avance à ne pas recueillir une majorité suffisante. En voici la teneur :

PROJET DE RÉSOLUTION POUR VENIR EN AIDE AU PEUPLE ESPAGNOL ADOPTÉ PAR LA SOUS-COMMISSION 4 DE LA PREMIÈRE COMMISSION

Considérant :

1^o Que, cruellement privée de la nourriture nécessaire à son existence, la majorité du peuple espagnol se trouve dans une situation misérable;

2^o Que le régime franquiste exporte, en grandes quantités, des produits alimentaires dont les espagnols affamés ont le plus urgent besoin;

3^o Que le régime franquiste se sert des devises étrangères ainsi obtenues pour fortifier une organisation politique que les Nations Unies ont maintes fois condamnée;

L'Assemblée Générale recommande :

Aux Membres des Nations Unies de cesser sur-le-champ d'importer d'Espagne tout produit alimentaire ou dérivé, tant que les Nations Unies n'auront pas acquis la certitude que ceux-ci ne présentent plus pour la nourriture du peuple espagnol un caractère de nécessité immédiate.

* * *

III. — LE DÉSARMEMENT

Saisie par la délégation Soviétique d'une motion relative à la réduction générale des armements, l'Assemblée

Générale des Nations Unies renvoya l'étude de la question à la première Commission. Voici le texte de cette motion :

PROPOSITION RELATIVE A LA RÉDUCTION GÉNÉRALE DES ARMEMENTS

1^o Dans l'intérêt du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, et conformément aux buts et aux principes de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée Générale reconnaît la nécessité d'une réduction générale des armements.

2^o La mise en application de la décision concernant la réduction des armements doit prévoir, comme tâche primordiale, la défense de produire et d'utiliser l'énergie atomique à des fins militaires.

3^o L'Assemblée Générale recommande au Conseil de sécurité d'assurer la mise en application effective des principes énoncés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4^o L'Assemblée Générale fait appel aux gouvernements de tous les États pour apporter au Conseil de sécurité toute l'aide nécessaire afin de lui permettre de s'acquitter des responsabilités de cette tâche, dont l'accomplissement répond à sa mission d'établir une paix durable et de maintenir la sécurité internationale. Cette tâche est également conforme aux intérêts que les peuples trouvent à alléger le lourd fardeau économique, qu'occasionnent des dépenses excessives pour des armements qui ne correspondent pas aux paisibles conditions de l'après-guerre.

Ainsi se trouvait posé l'un des plus importants problèmes conditionnant la construction de la paix, et il se trouvait posé non plus pour aboutir à une déclaration platonique, mais pour que soient prises des résolutions effectives et efficaces. Pour notre part, nous souvenant de l'échec de la Conférence du Désarmement de la Société des Nations et voulant apporter à cette discussion des bases positives,

nous demandions à la délégation française de déposer la résolution suivante :

Résolue à mettre en application les principes généraux définis dans le préambule de la Charte des Nations Unies et à poursuivre les buts énoncés dans le chapitre I de ce même document, l'Assemblée Générale décide, conformément aux articles 10 et 11 de faire des recommandations aux Membres de l'Organisation et au Conseil de Sécurité.

I. — Recommandation aux Membres de l'Organisation.

Souhaitant pouvoir aborder utilement au cours de sa session de 1947 l'importante question de l'élaboration d'un système de réglementation contrôlée des armements et désirant ardemment favoriser le développement préalable d'une atmosphère internationale de confiance et de coopération, l'Assemblée Générale recommande à chacun des membres de l'organisation :

a) De hâter, sur son propre territoire et dans ses possessions, le retour aux conditions normales du temps de paix et à cet effet de mettre un terme aux législations spéciales du temps de guerre en faisant une déclaration officielle de « cessation des hostilités »;

b) De suspendre pour un an la fabrication d'armements permettant la destruction en masse des populations (bombe atomique, fusées, armes chimiques ou biologiques, etc.);

c) De réduire les effectifs militaires et les armements en général dans la mesure permise par la sécurité sociale.

d) De réviser le plan de stationnement de leurs forces, de manière à rendre impossible toute interprétation capable de nuire à l'établissement de la confiance internationale;

e) De réduire les manifestations de force militaire et en particulier d'éviter les manœuvres spectaculaires et les démonstrations non concertées;

f) De publier les budgets militaires sous une forme qui permette au Conseil

de Sécurité et au Comité d'Etat Major d'entreprendre une étude comparative des budgets militaires, des effectifs et des armements de toutes les Nations;

g) De prendre les mesures réglementaires ou autres capables de mettre un frein aux campagnes d'excitation ou aux excès des propagandes non conformes aux Buts et Principes des Nations Unies;

h) De relâcher, autant que possible, les mesures de précaution et de secret et ainsi de favoriser entre Nations les échanges culturels ou scientifiques comme les relations amicales, touristiques ou d'affaires.

2. — Recommandations au Conseil de Sécurité.

L'Assemblée Générale recommande au Conseil de Sécurité :

a) De hâter la réalisation du système de sécurité internationale définie dans le chapitre 7 de la Charte et à cet effet de donner au Comité d'Etat-Major des directives précises en vue de la constitution rapide des forces internationales prévues à l'article 43;

b) D'inscrire prochainement à son ordre du jour la question de l'étude des plans de réglementation des armements prévues à l'article 26 de la Charte et d'inviter le Comité d'Etat-Major à constituer des organes techniques nécessaires;

c) De centraliser les dispositions transitoires de sécurité prévues à l'article 107 de la Charte et de faire contrôler leur exécution par le Comité d'Etat-Major qui, à cet effet, devra prendre contact avec les Commissions alliées de contrôle et leur apporter ses conseils;

d) De confier au Comité d'Etat-Major des études générales tendant à faire cadrer les réalités militaires du moment avec les dispositions du chapitre VIII de la Charte sur les accords régionaux;

e) Agissant dans le même esprit, de se concerter avec le Conseil de Tutelle

pour hâter la conclusion des accords nécessaires.

Notre proposition, retenue dans son esprit par la délégation française, ne fut cependant pas déposée. Ce fut une erreur, car nous prenions un rôle d'initiative que commandait notre situation intérieure et notre adhésion à la thèse de la F. S. M. Cela n'empêcha cependant pas la Commission et l'Assemblée d'aboutir à un résultat satisfaisant, puisque ce sont les trois termes préconisés depuis toujours par la France : Sécurité, Désarmement, Contrôle qui furent acceptés par la résolution que voici :

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 14 DÉCEMBRE 1946.

Principes régissant la réglementation et la réduction générales des armements,

1. — En application de l'Article II de la Charte et pour affermir la paix et la sécurité internationales conformément aux buts et aux principes des Nations Unies,

L'Assemblée Générale,

Reconnaît la nécessité de procéder au plus tôt à une réglementation et à une réduction générales des armements et des forces armées.

2. — En conséquence,

L'Assemblée Générale,

Recommande au Conseil de Sécurité de mettre rapidement à l'étude l'élaboration, selon leur ordre d'urgence, des mesures pratiques qui seront indispensables pour réaliser la réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées, pour assurer le respect universel de cette réglementation et de cette réduction par la totalité des participants, et non pas seulement leur respect unilatéral par quelques-uns d'entre eux.

Les plans formulés par le Conseil

de Sécurité seront soumis par le Secrétaire Général aux Membres des Nations Unies pour être examinés à une session spéciale de l'Assemblée Générale. Les traités ou conventions approuvés par l'Assemblée Générale seront soumis aux Etats signataires pour ratification, conformément à l'Article 26 de la Charte.

3. — Pour faire un pas décisif vers un but qu'il est urgent d'atteindre, à savoir d'interdire et d'éliminer des armements nationaux l'arme atomique et les autres principales armes de destruction en masse actuelles ou futures et d'établir à bref délai un contrôle international englobant l'énergie atomique en même temps que les autres découvertes de la science et de la technique moderne tendant à assurer leur emploi à des fins purement pacifiques.

L'Assemblée Générale,

Prie instamment la Commission de l'Energie atomique de s'acquitter sans retard du mandat qui lui est confié aux termes de l'article 5 de la résolution adoptée par l'Assemblée Générale le 24 janvier 1946.

4. — Pour s'assurer que l'interdiction, la réglementation et la réduction générales des armements puissent porter sur les principales armes de guerre modernes et non pas seulement sur les armes secondaires.

L'Assemblée Générale,

Recommande que le Conseil de Sécurité examine sans délai les rapports que la Commission de l'Energie atomique doit présenter au Conseil de Sécurité et qu'il facilite les travaux de cette Commission, et aussi, que le Conseil de Sécurité achève le plus tôt possible l'examen d'une ou de plusieurs conventions relatives à la création d'un système international de contrôle et d'inspection, ces conventions comprenant l'interdiction des armes atomiques et des autres principales armes de destruction en masse actuelles ou futures et le contrôle de l'énergie atomique dans la mesure nécessaire pour assurer

son utilisation à des fins purement pacifiques.

5. — L'Assemblée Générale,

Reconnaît, en outre, que la réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées exigent que soient assurées, au moyen d'inspection ou d'autres procédés, des garanties pratiques et efficaces protégeant les Etats respectueux de leurs obligations contre les risques de violations et de subterfuges; en conséquence,

L'Assemblée Générale,

Recommande au Conseil de Sécurité de mettre à l'étude sans retard l'élaboration de propositions prévoyant ces garanties pratiques et efficaces en ce qui concerne le contrôle de l'énergie atomique et toutes autres réglementations et réduction générales des armements.

6. — Afin d'assurer l'adoption de mesures visant à instituer le plus tôt possible une réglementation et une réduction générales des armements et des forces armées, à interdire l'emploi de l'énergie atomique à des fins militaires et à éliminer des armements nationaux les armes atomiques et toutes autres armes principales de destruction en masse actuelles ou futures et à contrôler l'énergie atomique dans la mesure nécessaire pour assurer son utilisation à des fins purement pacifiques.

Il sera établi dans le cadre du Conseil de Sécurité, auquel incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales un système international, tel qu'il est prévu au paragraphe 4, qui opérera par les moyens d'organes spéciaux, dont les pouvoirs et les statuts seront définis par les dispositions conventionnelles en vertu desquelles ils auront été institués.

7. — L'Assemblée Générale,

Considérant le problème de la sécurité comme étroitement lié à celui du désarmement,

Recommande au Conseil de Sécurité de hâter dans toute la mesure du possible

la mise à sa disposition des forces armées visées à l'article 43 de la Charte.

Elle recommande aux Etats membres de procéder, compte tenu des nécessités de l'occupation, au retrait progressif et équilibré de leurs forces stationnées sur les territoires ex-ennemis, et au retrait sans délai de leurs forces stationnées dans des territoires des Etats membres sans leur consentement librement et publiquement exprimé dans des traités ou accords compatibles avec la Charte et ne contredisant pas des accords internationaux;

Elle recommande en outre une réduction correspondante des forces armées nationales, ainsi qu'une réduction générale progressive et équilibrée des forces armées nationales.

8. — Aucune des dispositions contenues dans la présente résolution ne modifiera la résolution de l'Assemblée Générale adoptée le 24 janvier 1946 instituant la Commission de l'Energie atomique, ou n'en limitera pas la portée.

9. — L'Assemblée Générale,

Fait appel à tous les membres des Nations Unies pour qu'ils prêtent toute assistance au Conseil de Sécurité et à la Commission de l'Energie atomique afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix internationale et de la sécurité collective en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde.

Évidemment, ce serait une erreur de croire que la partie est définitivement gagnée. Nous n'avons pas encore vaincu tous les fauteurs de guerre.

Il n'y a, certes, pas de revendication qui soulève dans les masses populaires plus d'espoir, plus d'enthousiasme que le désarmement. Mais notre esprit ouvrier réaliste doit nous faire comprendre les difficultés de la bataille pacifique et pacificatrice qui est engagée et nous permettre d'apprécier à leur juste valeur les améliorations, même partielles, des conditions inter-

nationales qui sont obtenues sur la route conduisant à l'idéal. Nous ne devons avoir ni relâchement dans la lutte que nous nous sommes assignée, ni attitude exclusivement critique.

Les Nations Unies sont pourvues des organes nécessaires à la réalisation de cette grande œuvre. Elles ont le Conseil de Sécurité et le Comité d'État-Major International. Le Conseil de Sécurité, après étude des problèmes à résoudre, devra en appeler au Comité de l'État-Major pour la préparation des dispositions techniques et des règles d'application auxquelles chaque nation devra se plier. Ainsi, la grande route de l'espérance se trouvera ouverte. Il est désormais permis d'avoir confiance que « la paix règnera sur la terre », faisant ainsi mentir le dicton pessimiste « la paix n'est pas de ce monde ».

Avec le vote de principe acquis à l'Assemblée pour l'institution d'un Comité Economique Européen, sur proposition du Conseil Économique et Social, qui fait disparaître la hantise de la politique des « blocs », se

trouvent réunies, liées ensemble les bases sur lesquelles la paix doit reposer : suppression des derniers vestiges du fascisme et du nazisme, sécurité, désarmement, contrôle, collaboration internationale économique.

Ces premiers résultats nous appellent, nous militants et organisations ouvrières, à une action chaque jour plus consciente et plus constructive. Nous savons que servir l'Internationale c'est assurer le développement indéfini de la démocratie, de la paix. Ayons, pour la continuité de notre action, toujours présents à l'esprit les enseignements de nos anciens, en particulier de notre grand Jean JAURÈS :

« C'est dans l'Internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie; c'est dans les nations indépendantes que l'Internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On peut dire : Un peu d'internationalisme éloigne de la Patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène. Peu de patriotisme éloigne de l'Internationale, beaucoup de patriotisme y ramène. »



Salle de réunion de l'Assemblée Générale à Flushing Meadows.

LE T.U.C. BRITANNIQUE

envisage l'Avenir

Par Vincent TEWSON

Secrétaire Général du T. U. C. britannique

A LA veille de la nouvelle année, le mouvement syndical britannique se trouve en présence d'une situation compliquée et difficile. Des questions à la fois politiques et industrielles sont du domaine qui intéresse le T. U. C. L'action réciproque de ces problèmes purement nationaux, sur lesquels s'est surtout portée l'attention de notre récent Congrès annuel, ne peut être séparée des intérêts et des activités internationales auxquels est mêlé le T. U. C. britannique par ses attaches avec la Fédération Syndicale Mondiale.

Sur les questions tant nationales qu'internationales, la position du T. U. C. est déterminée dans une certaine mesure par la politique poursuivie par le Gouvernement travailliste. Ceci ne veut pas dire que le T. U. C. ait sacrifié une quelconque partie de l'indépendance sur laquelle il insistait au début de la guerre, mais cela signifie que la politique et, jusqu'à un certain point, l'activité du T. U. C., en particulier dans des questions nationales, subissent l'influence des buts et des objectifs du Gouvernement travailliste.

Dans le domaine de la politique intérieure, notre récent Congrès annuel a reconnu cette situation en examinant la législation du Gouvernement travailliste pour la socialisation d'importantes industries et services britanniques, et son programme législatif pour l'établissement d'un système de sécurité sociale. La politique de nationalisations a déjà eu pour résultat de transférer de l'entreprise privée à la propriété publique l'industrie minière britannique, la Banque d'Angleterre, les Services de Télégraphe et de Radio, l'aviation civile; de plus, on étudie la nationalisation de secteurs importants de l'industrie du fer et de l'acier, du transport intérieur et des services du gaz et de l'électricité. En outre, la législation sociale du Gouvernement a pris la forme de mesures tendant à créer un système complet de sécurité sociale par un régime d'assurances nationales couvrant le chômage, la santé, les retraites, le veuvage, les allocations

familiales, les accidents du travail et prévoyant des indemnités d'enterrement. Des mesures concernant le logement, le contrôle des loyers et l'acquisition de terrains pour les besoins publics sont également à l'ordre du jour législatif du Gouvernement.

L'entrée en vigueur de ces dispositions doit forcément influencer dans une certaine mesure sur l'attitude des Syndicats.

Notre récent Congrès a reconnu la grande portée du contenu social et économique du programme gouvernemental de reconstruction et de réforme sociale.

Les anciennes relations d'employeur à employé subsisteront dans l'industrie socialisée, mais elles subiront maintenant des changements fondamentaux. L'employeur ne représente plus, dans l'industrie minière par exemple, un intérêt privé limité, recherchant des bénéfices. Il représente l'intérêt public. Le bien-être de toute la communauté est sa première préoccupation. A l'avenir, l'industrie fonctionnera comme un service social. Elle aura des obligations égales envers les travailleurs qu'elle emploie, les consommateurs qu'elle sert et l'ensemble de la communauté.

Des nouvelles relations de salaires, des nouvelles relations entre les Syndicats et la direction, une nouvelle technique d'accords collectifs doivent être élaborées pour faire face à ce changement de situation en ce qui concerne l'industrie socialisée.

On ne peut encore dire que le Conseil Général du T. U. C. ait formulé ses idées, ou des propositions pratiques aux Fédérations pour faire face à cette nouvelle situation. C'est une de ses tâches pour l'année à venir. Cela engage les Fédérations à participer à l'effort pour tirer le meilleur parti des possibilités pratiques qui se font jour actuellement, de l'application du principe de la participation des travailleurs à la gestion de l'industrie, et de leur étroite association aux problèmes de direction industrielle. Cela implique également la révision de nom-



breuses méthodes syndicales qui dans le passé ont eu une justification historique. Il existait, comme l'a dit Charles Dukes dans son discours présidentiel à notre Congrès d'octobre, de bonnes raisons pour justifier la répugnance des Fédérations à abandonner à l'atelier des usages et des méthodes syndicales qui avaient eu un effet restrictif sur la production et leur attitude à l'égard du travail aux pièces, l'étude des techniques de temps et de mouvement, et les méthodes de gestion scientifique liées à l'industrie capitaliste. Maintenant, toutes ces méthodes apparaissent sous un jour différent comme le reconnaissent d'ailleurs les Syndicats, car c'est l'intérêt public qui bénéficie de tous les progrès de gestion et de technique qui augmentent la production par unité de travail. Les méthodes et les usages restrictifs ne sont plus justifiés lorsque le rendement d'une industrie est considéré comme un produit social devant être équitablement réparti entre ceux qui produisent et ceux qui consomment — c'est-à-dire lorsque la communauté entière bénéficie directement de l'accroissement maximum de la production et de la distribution équitable du produit social, et particulièrement à la lumière de la décision ferme de notre Gouvernement travailliste d'instaurer une politique de plein emploi.

Il est évident que des lois de socialisation comme celles qui sont appliquées actuellement en Grande-Bretagne par le Gouvernement travailliste, créent un ensemble d'intérêts sociaux et économiques. Les Syndicats doivent s'adapter à ces problèmes. Pendant près d'un demi siècle, les Syndicats britanniques ont cherché à bâtir une organisation politique capable d'assumer le gouvernement du pays. Ce but a été atteint : mais l'avènement d'un Gouvernement travailliste ayant le pouvoir de faire passer dans la réalité un programme de transformations économiques et sociales de grande portée a amené les syndicats à un point où ils doivent apprécier les nouvelles responsabilités et opportunités qui leur sont maintenant présentées. Il n'y a pas que dans le domaine de l'industrie socialisée que la politique et l'organisation syndicale doivent être adaptées aux conditions nouvelles. Une situation similaire apparaît aujourd'hui en Grande-Bretagne, dans l'industrie non nationalisée.

Depuis de nombreux mois, des enquêtes ont été poursuivies dans toute une série d'industries importantes qui ne font pas partie du programme de socialisation du Gouvernement travailliste. Dans 15 ou 16 industries, des comités tripartites de Travail ont été instaurés par le Ministre du Commerce, pour étudier le problème de l'adaptation de ces industries aux besoins et aux possibilités de l'après-guerre. Ces comités de Travail sont composés d'un nombre égal de représentants des intérêts des producteurs, des Syndicats et de membres indépendants, représentant l'intérêt public, touchés par ces industries. L'objectif du Gouvernement, en créant des comités de Travail tripartites, était de permettre à chaque industrie d'examiner son organisation actuelle et lui donner la possibilité de faire des propositions pour sa réor-

ganisation, dans le but de pouvoir faire face à ses obligations d'après-guerre et de profiter de toutes les occasions d'étendre son activité. Cinq ou six de ces comités de Travail ont déjà présenté leurs rapports au Ministre du Commerce — à savoir l'industrie textile du coton, les industries céramiques, le commerce de la chaussure, de la bonneterie, de l'ameublement et le commerce de la joaillerie et l'argenterie. Ces rapports sont actuellement à l'étude au Ministère du Commerce.

En ce qui concerne l'industrie textile du coton, le Gouvernement s'est déjà déclaré prêt à aider la mise en application des recommandations du comité de Travail, en apportant une aide financière destinée à couvrir une partie du prix du rééquipement mécanique des usines de textile, à condition que ce rééquipement soit entrepris dans un temps fixé, et en plusieurs stades prévus, et que toutes les commandes de machines nécessaires pour la modernisation et la mécanisation des usines soient passées, et la livraison de l'équipement achevée dans un laps de temps déterminé.

Pour sa part, le Conseil Général du T. U. C. a examiné les rapports publiés par ces comités tripartites de Travail. Il a invité les Fédérations intéressées à indiquer leurs vues sur l'urgence relative des différentes propositions faites dans ces rapports. Le Conseil Général envisagera alors la discussion des mesures nécessaires à l'application des recommandations auxquelles les Fédérations attachent de l'importance. Il est intéressant de noter que les comités de Travail ayant déjà présenté leur rapport sont d'accord sur bien des problèmes de réorganisation industrielle, parmi ceux qui se posent actuellement devant l'industrie britannique, en dehors des projets de socialisation du Gouvernement. C'est une des responsabilités que le Conseil Général du T. U. C. devra assumer dans l'année à venir, d'aider les Fédérations qui ont participé à cet examen approfondi de la situation actuelle et des possibilités futures qu'auront d'importantes industries britanniques de profiter pleinement des recommandations formulées, dans leurs rapports, par les comités de Travail.

Voici pour les problèmes nationaux d'une haute importance auxquels le T. U. C. devra faire face dans le proche avenir. Non moins importants sont les problèmes internationaux auxquels le T. U. C. britannique s'intéresse vivement et à l'égard desquels il se sent des responsabilités. Au premier rang de ces problèmes internationaux sont ceux qui sont liés au rétablissement de l'Europe, et au développement d'une politique de sécurité internationale liée au désarmement. Sur ces questions, le T. U. C. est en harmonie avec la politique de la Fédération Syndicale Mondiale et son intention est de travailler avec la Fédération pour réaliser les objectifs si nettement définis à la Conférence Syndicale Mondiale de Londres en février 1945, et au premier Congrès Syndical Mondial de Paris en automne de la même année. On ne peut nier que des difficultés soient apparues dans la réalisation d'une représentation convenable du

Travail Mondial dans les organismes et organisations internationales s'occupant des problèmes d'organisation et de reconstruction, découlant de la guerre.

L'objectif déclaré de la F. S. M. a été, et est, d'obtenir une représentation adéquate pour le Mouvement Syndical Mondial dans tous les organismes et commissions internationaux qui ont pour but la solution des problèmes de paix et de reconstruction et en particulier dans l'Organisation des Nations Unies. Des progrès ont été accomplis, mais ne correspondent pas à tout ce que nous désirons et ce que nous devons réaliser dans ce sens. Mais je peux dire que le T. U. C. britannique a l'intention et la volonté de coopérer avec la Fédération Mondiale pour promouvoir et développer l'unité de notre mouvement mondial, afin de faire agir son influence sur les Gouvernements pour obtenir les garanties d'une paix stable et durable, du désarmement et de la sécurité, dans le cadre d'un système international de coopération et d'amitié entre tous les pays.

Comme preuve de cette solidarité, je peux citer les décisions de notre récent Congrès, au sujet de la question de l'Espagne et de la situation en Grèce.

Par une très large majorité, notre Congrès s'est officiellement prononcé en faveur des décisions de la Fédération Syndicale Mondiale sur l'Espagne. Le Congrès a chargé le Conseil Général d'attirer l'attention de notre propre Gouvernement sur l'émotion causée dans notre Mouvement par la situation en Espagne, et de réclamer la rupture de toutes relations économiques et diplomatiques avec le régime franquiste. Il est apparu clairement, au cours des discussions de notre Congrès que le T. U. C. britannique est en harmonie avec la F. S. M. sur la question espagnole. Au nom de notre Conseil Général, le Camarade Arthur Deakin, qui est aussi maintenant Président de la F. S. M., a défini clairement la position du T. U. C.

L'attitude du Mouvement syndical britannique au sujet de la situation en Grèce fut tout aussi claire. Notre Congrès se réunissant vers la fin d'octobre prit note de la situation sérieuse créée en Grèce par la décision de la Cour Suprême, touchant le statut légal de la Confédération Générale du Travail de Grèce, décision qui permit au Gouvernement Grec de rendre vains les efforts, tant de la Fédération Syndicale Mondiale que du Conseil Général de notre T. U. C., tendant à établir en Grèce une Union Syndicale libre et démocratique pour les travailleurs grecs. La déclaration du Conseil Général au Congrès indiquait clairement que le but constant de la politique syndicale britannique, confirmé par chaque Congrès annuel depuis 1939, était de résister à la domination nazie et fasciste partout où elle se faisait jour, et d'employer toute son influence et toutes ses ressources à renforcer partout les institutions de démocratie et de liberté civique; tel a été le principe directeur de tous les efforts entrepris par le T. U. C. britannique, en coopération étroite avec la Fédération Syndicale Mondiale, pour aider la nation grecque à réaliser

sa libération dans un régime de justice, d'ordre et de paix.

Une fois de plus, notre Congrès a réaffirmé le désir et l'intention sincères des syndicats britanniques de coopérer en vue de fournir toute l'aide et les conseils que notre Mouvement pourrait offrir aux travailleurs de Grèce et de tous les autres pays, à l'édification de leurs organisations syndicales et à la réalisation d'une pleine liberté et d'une entière justice.

Notre Congrès a exprimé l'espoir et le sentiment que la F. S. M. continuerait à aider et à conseiller le peuple grec dans les difficultés juridiques et constitutionnelles qui ont empêché le travail de la Confédération Grecque du Travail, mais nous estimons également que nos camarades grecs doivent rechercher eux-mêmes le plus possible l'unité, et être prêts à saisir les occasions qui leur sont offertes par suite des activités des Syndicats britanniques et de la F. S. M.

Ceci est une autre tâche dont nous devons nous occuper, en tant que mouvement international unifié, au cours de l'année à venir. Au nom du T. U. C. britannique, je peux dire que nous sommes prêts à coopérer à ces tâches internationales dans le même esprit qui nous guide pour essayer de faire face à nos problèmes nationaux de reconstruction et de réforme.



LA C. G. T. ET LA FRANCE LIBÉRÉE

PAR

BENOÎT FRACHON

Secrétaire Général de la C. G. T.



Au lendemain de la libération, au mois d'août 1944, le potentiel économique de notre pays se trouvait dans un complet état de délabrement. Au pillage systématiquement pratiqué pendant quatre ans par les envahisseurs hitlériens venaient s'ajouter les destructions dues aux bombardements, aux sabotages des partisans et les ruines accumulées par les dernières phases de la guerre sur notre sol.

Pour mesurer le chemin parcouru depuis, il est bon de rappeler qu'à la libération, la France ne comptait plus que 7 hauts-fourneaux allumés, sur 200. Les transports étaient impossibles sur presque toute l'étendue du territoire. Sur 12.610 locomotives en circulation en 1938, seulement 2.785 étaient utilisables. 5.000 kilomètres de voies ferrées avaient été détruits ainsi que 2.000 ponts sur routes. Les pertes de la guerre avaient réduit des 2/3 notre marine marchande. Notre parc automobile comptait à peine 310.000 véhicules sur les 2.300.000 d'avant-guerre.

Enfin, alors que les destructions de la première guerre mondiale n'avaient frappé que 15 départements français, celles de la dernière se sont étendues sur 80. — 178.000 immeubles ont été entièrement détruits et 750.000 partiellement endommagés.

Ceci n'est qu'un aperçu de la situation de notre pays en août 1944. Il faut y ajouter l'arrêt complet de toutes nos usines dont les plus importantes avaient souffert des bombardements alors que d'autres étaient privées d'une partie de leurs machines enlevées par les hitlériens.

Pouvait-on espérer que les chefs d'entreprises qui, pendant quatre ans, avaient mis notre industrie au service de l'ennemi et grâce à cette collaboration, accumulé de substantiels bénéfices, entreprendraient sans délai l'œuvre de reconstruction? L'expérience a montré depuis qu'il avait été prudent et sage de ne se faire aucune illusion.

Or la vie du peuple de France, rendue précaire par les privations imposées par l'occupation, exigeait la remise en route immédiate de nos usines. D'autre part, la guerre n'étant pas achevée, il s'agissait d'apporter notre contribution à la lutte des alliés et d'utiliser à plein tout ce qu'il était possible de remettre en route sans délai.

La C. G. T. prit l'initiative d'une grande campagne pour la reprise économique avec le mot d'ordre suivant : « Gagner la bataille de la production est aussi important que d'avoir gagné la bataille de la libération. »

Les conditions étaient cependant particulièrement difficiles. La sous-alimentation dont avaient souffert et dont souffraient encore les travailleurs n'était pas le moindre handicap à remonter. Mais il fallait compter aussi avec le pessimisme, le



manque de foi dans la capacité d'organisation des masses qui se manifestait jusque dans certains milieux dirigeants et qui freinaient l'élan populaire. Cependant, les mineurs, les cheminots, les métallurgistes, les ouvriers du bâtiment, l'ensemble des travailleurs de toutes les corporations, rivalisèrent d'ardeur. Travaillant dans des conditions très dures, exposés au froid et à la pluie, dans des usines sans toit, avec un ravitaillement insuffisant, poursuivant leur effort 54, 60 et 72 heures par semaine, les ouvrières et les ouvriers français réalisèrent de véritables exploits dont les résultats se reflètent dans les chiffres actuels de la production française.

Nous ne pouvons passer sous silence la lutte sourde, incessante, perfide que livrèrent les hommes des trusts. A de nombreuses reprises

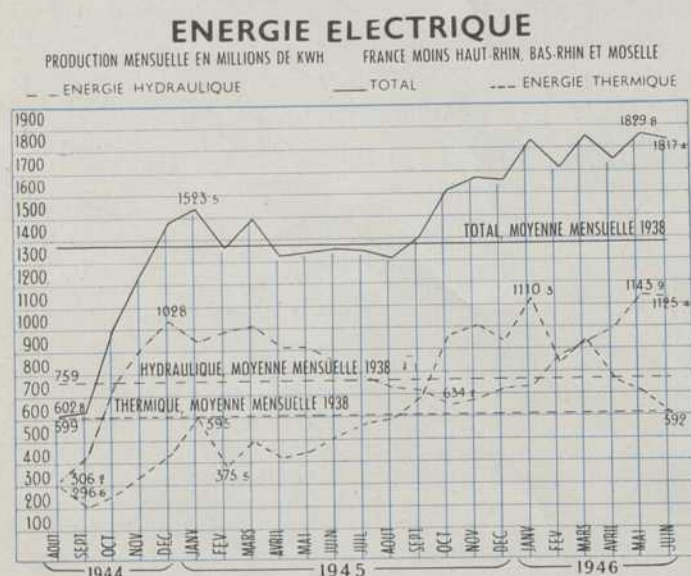
des exemples typiques de sabotage ont été dénoncés par les militants ouvriers, des preuves flagrantes ont été fournies à telle enseigne qu'un homme aussi éloigné de la classe ouvrière que M. Plevin, premier ministre des Finances du gouvernement provisoire, dut convenir du haut de la tribune de l'Assemblée Consultative que les chefs d'entreprises se livraient à la « rétention » de la production.

Le patriotisme des travailleurs français et aussi leur sens de classe, surent briser tous les obstacles. Bien que l'indice général de la production ne soit pas encore au niveau de celui de 1938 (il en approche : 87 %) on peut affirmer que notre pays a réalisé un rétablissement remarquable, qu'un journal tel que le *Times* de Londres ne craint pas de qualifier de « miracle français ».

Mais laissons aux chiffres leur éloquence. La production mensuelle du charbon qui était de 3.963.000 tonnes en 1938, a atteint 4.092.000 tonnes en août 1946 (111 %). La moyenne mensuelle de la production d'énergie électrique est passée de 1.358.000.000 de kwh en 1938 à 1.779.300.000 en 1946. Alors qu'en septembre 1944, nous produisions seulement 7.300 tonnes de fonte brute par mois tandis qu'en 1938 la moyenne était de 501.000 tonnes, nous sommes arrivés en août 1946 à 333.000 tonnes. La proportion en ce qui concerne l'acier Thomas s'établit ainsi : moyenne mensuelle 1938, 311.000 tonnes, septembre 1944, 400 tonnes, août 1946, 224.000 tonnes. Quant à l'acier Martin les résultats sont encore plus probants : 173.000 tonnes, 4.400 et 134.000. De même pour l'acier électrique : 27.000 tonnes, 7.600 et 26.000. La production automobile dans le domaine utilitaire (camionnettes et camions) a doublé en comparaison de celle de 1938. De 3.250 en moyenne par mois de l'année 1938, nous passons à 6.092 en juillet dernier. L'industrie aéronautique a réalisé par rapport à l'avant-guerre un très sérieux pas en avant. En juillet 1946, nous produisions 426 moteurs par mois alors qu'en 1938 la moyenne mensuelle était seulement de 250.

En 1938, nos usines d'aviation produisaient 60 avions par mois, elles en produisent maintenant 160 mensuellement. Dans une autre branche, essentielle pour l'économie française, la production de l'acide sulfurique, « le pain de l'industrie chimique », a atteint le niveau de 1938. Enfin l'industrie textile qui était réduite à sa plus simple expression au moment de la libération, est actuellement aux 3/4 de ce qu'elle était en 1938. Les transports ont été rétablis. Le nombre total de wagons chargés durant la première semaine d'octobre 1946, s'élève à 241.000 soit 84 % de la moyenne hebdomadaire de 1938. Quant au nombre de locomotives il est de 9.694 alors que, nous l'avons déjà indiqué, 2.785 seulement étaient utilisables en septembre 1944.

Cet immense effort de redressement, c'est à la classe ouvrière que notre pays le doit, et c'est la C. G. T. qui fut l'initiatrice et le guide de ce combat pour la vie.



PARALLÈLEMENT à la politique de production, la C. G. T. a poursuivi sans trêve la défense des revendications des salariés. Avant même la libération, elle faisait tenir au gouvernement encore en Afrique du Nord, un projet de relèvement des salaires de 50 %. Aussitôt l'ennemi chassé du sol national, une augmentation horaire d'environ 40 % était obtenue pour l'ensemble des salariés. Une telle mesure ne pouvait satisfaire les revendications déposées; elle devait d'ailleurs être complétée par une remise en ordre des salaires qui, sous la pression de l'organisation syndicale, fut réalisée en mars 1945. Tenant compte de la durée particulièrement longue de la semaine de travail, la C. G. T. obtenait la majoration de 25 % sur les salaires pour les heures supplémentaires effectuées au-dessus de 40 heures.

Puis en juin 1946, elle déposait une demande d'augmentation générale de tous les salaires, traitements et retraites de l'ordre de 25 % avec maintien de la hiérarchie. A cette revendication nous donnions les deux bases suivantes : d'une part, l'augmentation de la production obtenue grâce au labeur acharné des travailleurs, d'autre part la hausse constante du coût de la vie. Après de longues et difficiles discussions avec le gouvernement et les représentants du Conseil National du Patronat français, la C. G. T. arrachait une victoire importante. L'augmentation des salaires s'élevait de 17,3 à 35 %; les allocations familiales étaient relevées de plus de 50 %.

La vieille revendication syndicale « à travail égal, salaire égal » recevait satisfaction et supprimait ainsi l'abattement de 10 % dont étaient frappés les salaires féminins.

En même temps, une conférence Nationale Économique convoquée pour examiner le problème des salaires et des prix, reconnaissait que les augmentations ainsi fixées ne devaient pas se répercuter sur le coût de la vie. Mais la pression du grand patronat s'est depuis exercée à fond et avec la complicité du Ministre de l'Économie Nationale (démocrate chrétien) une véritable vague de hausses a déferlé sur les prix industriels, entraînant à sa suite une hausse générale sur tous les produits.

Toute l'activité du mouvement syndical français est aujourd'hui orientée contre la montée des prix. Le mot d'ordre des syndicats « il faut gagner la bataille des prix comme a été gagnée la bataille des salaires », mobilise des millions de travailleurs. Sur l'ensemble du territoire des commissions de lutte contre la vie chère agissent en liaison avec les organisations démocratiques pour barrer la route à l'inflation, conséquence possible de l'augmentation des prix.

Sur le plan du ravitaillement, domaine critique de la situation française, la C. G. T. dès la libération a su réaliser avec la Confédération Générale de l'Agriculture, organisation paysanne unifiée, une unité d'action qui s'est traduite par l'élaboration d'un programme commun. Nous devons cependant avouer que la carence des Ministres successifs du Ravitaillement n'a pas permis aux solutions préconisées par le mouvement syndical d'apporter des résultats que les travailleurs attendent impatiemment. Cette année, la récolte a été excellente. Les principaux produits alimentaires (blé, viande, pommes de terre) sont en quantité suffisante. Cependant, sauf pour le blé, elles n'arrivent sur le marché qu'en quantités trop faibles et à des prix trop élevés. La spéculation, le stockage spéculatif sont à la base de ces difficultés qui créent un fort mécontentement dans les masses populaires.

DEPUIS la libération nous avons également fait aboutir d'importantes réformes.

a) NATIONALISATIONS :

Fidèle au programme conçu par les organisations patriotiques associées dans le Conseil National de la Résistance, la C. G. T. depuis 1944 est intervenue de tout son poids pour faire aboutir les nationalisations prévues. C'est ainsi qu'ont été réalisées la nationalisation des houillères, du gaz et de l'électricité, des grandes banques, des principales compagnies d'assurances. Deux grandes usines d'automobiles, Renault et Berliet, sont devenues propriétés de l'État après avoir été confisquées à leurs propriétaires qui furent d'ardents collaborateurs de l'ennemi. L'éviction des trusts de ces domaines décisifs de l'économie nationale ne s'est pas faite sans une résistance acharnée de leur part et aujourd'hui encore, toutes les occasions leur sont bonnes pour essayer de reprendre les positions qu'ils ont perdues. Mais la classe ouvrière est bien déterminée à défendre victorieusement ses conquêtes.

b) LA SÉCURITÉ SOCIALE :

De longue date, la C. G. T. avait élaboré un plan de sécurité sociale qui a été adopté dans ses grandes lignes. Ce plan de sécurité sociale se substitue aux anciennes caisses d'assurances sociales et constitue une sensible amélioration. Il unifie les caisses jadis dispersées. Il s'étend à de nouvelles couches sociales et augmente sensiblement le nombre des

bénéficiaires. Il augmente les prestations accordées aux bénéficiaires et élargit le nombre des risques assurés. C'est ainsi qu'il englobe les accidents du travail, les allocations familiales, la retraite aux vieux travailleurs, y compris ceux qui n'étaient pas assurés auparavant. On estime que pour l'année 1947, les fonds qui seront gérés par les caisses de sécurité sociale s'élèveront à environ 250 milliards de francs (plus 120 milliards affectés aux allocations pour les enfants (allocations familiales). Autre modification importante : la gestion des caisses passera en grande partie aux mains des ouvriers qui auront les 2/3 des administrateurs. Ces administrateurs étant élus par les assurés, la plus grande partie d'entre eux seront des candidats présentés par la C. G. T. Autrefois, un certain nombre de caisses d'assurances étaient entre les mains des patrons ou d'organisations confessionnelles qui les utilisaient pour leur propagande. A l'occasion d'un récent congrès international tenu en Suisse sur cette question de la sécurité sociale, il est apparu que dans ce domaine, la France était en avance sur les autres pays capitalistes.

c) COMITÉS D'ENTREPRISES :

Une loi a été votée rendant obligatoire la création de comités d'entreprises dans tous les établissements comptant plus de 50 travailleurs. Ces comités ne sont que consultatifs, mais ils sont obligatoirement consultés sur tout ce qui intéresse la marche de l'entreprise. Ils peuvent faire vérifier les bilans et les livres de comptes par des experts comptables. Ils dirigent les œuvres sociales (mutuelles, clubs sportifs, œuvres d'entraide) créées dans l'établissement. Nous avons plusieurs dizaines de milliers de syndiqués qui sont membres de ces comités. Comme ils sont élus au suffrage universel, la presque totalité sont membres de la C. G. T.



QUELLE possibilité de succès avons-nous dans cette lutte contre la réaction ?

La classe ouvrière, elle aussi a regroupé, rassemblé ses forces. Tout n'est pas encore fait dans ce domaine. Il est évident que s'il y avait un parti unique de la classe ouvrière, les choses iraient mieux et plus vite. Le travail des syndicats serait grandement facilité. Bien qu'il n'en soit pas ainsi, l'unité de la classe ouvrière est en grande partie réalisée dans les syndicats. A côté de la C. G. T. existe bien une centrale syndicale chrétienne, mais elle groupe moins d'un dixième de nos effectifs à nous. D'autre part, elle est une organisation confessionnelle liée au parti M. R. P. Devant son refus d'accepter la fusion que nous lui avons proposée, nous avons lancé le mot d'ordre de l'unité à la base. Il n'est pas rare que des groupes de syndiqués chrétiens quittent cette organisation pour adhérer à la C. G. T.

Les effectifs de la C. G. T. se sont sans cesse accrus depuis la libération. Nous aurons, cette année au moins 700.000 adhérents de plus que l'an dernier. La C. G. T. n'avait jamais atteint ce chiffre dans le passé. Un fait nouveau également : nous groupons dans nos organisations un nombre important d'ingénieurs et d'agents supérieurs des cadres d'entreprises. Dans les industries comme les mines, l'électricité, les chemins de fer, plus de la moitié des ingénieurs et cadres sont syndiqués à la C. G. T. Nous possédons plus de 3.000 syndicats d'ouvriers agricoles dans les villages. Ainsi, notre liaison avec les campagnes est assurée. Elle est d'ailleurs complétée par les excellents rapports que nous entretenons avec la Confédération Générale de l'Agriculture.

L'influence de la C. G. T. dépasse largement le cadre des travailleurs. Sa participation active à la lutte clandestine, sa

position en faveur de la production, son souci de l'intérêt national lui ont conquis de larges sympathies dans les classes moyennes. On lui sait gré d'avoir pu faire triompher les revendications ouvrières en évitant les grèves dans une période où la production est si nécessaire à la vie nationale. On n'ignore pas que pour obtenir ce résultat, il nous a fallu déjouer maintes provocations. On peut dire qu'actuellement, la C. G. T. constitue une base essentielle de rassemblement pour la défense de la démocratie contre la réaction.

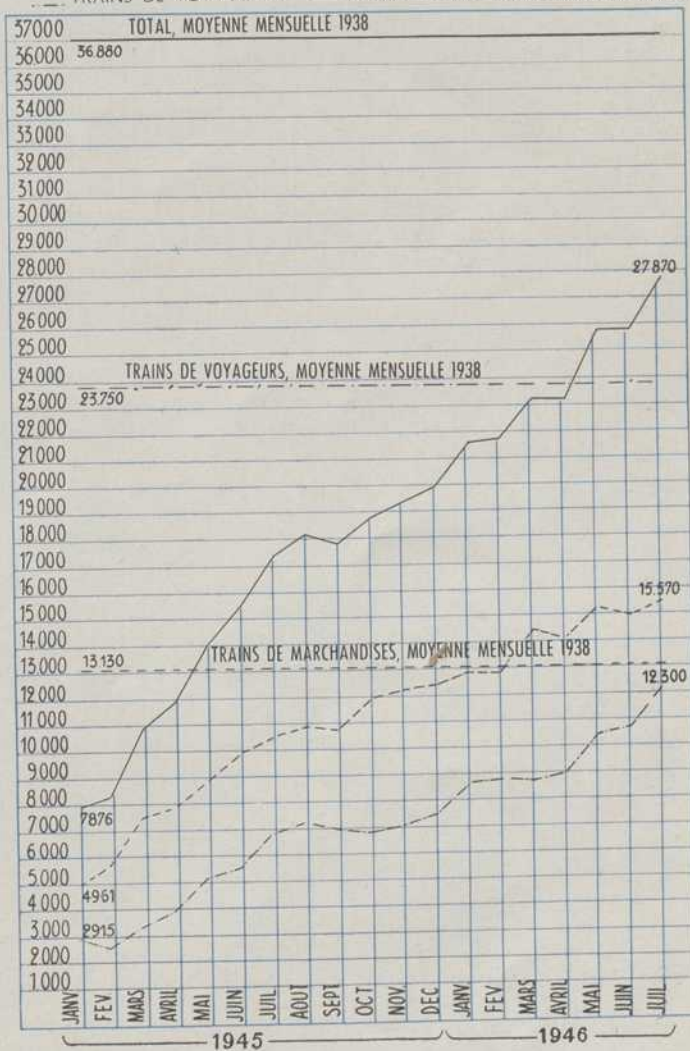
Bien entendu, nous devons veiller pour conserver cette force intacte. Les manœuvres de division, de dislocation ne manquent pas. Elles se font plus pressantes au fur et à mesure que s'aiguisent les oppositions de classe. Elles n'ont eu jusqu'à ce jour aucun succès. Elles continuent à s'opposer au bon sens de la classe ouvrière dont l'expérience s'est grandement enrichie au cours des dernières années. Elle a vu, en effet, ceux qui, avant la guerre, avaient été les plus acharnés ennemis de son unité finir dans la plus misérable des trahisons au service des envahisseurs.

Il est certain que nous entrons dans une période où la lutte entre les forces de la réaction et les défenseurs de la démocratie devient de plus en plus aiguë. Nous avons confiance dans l'issue de cette lutte d'où dépend également l'essor économique de la France.

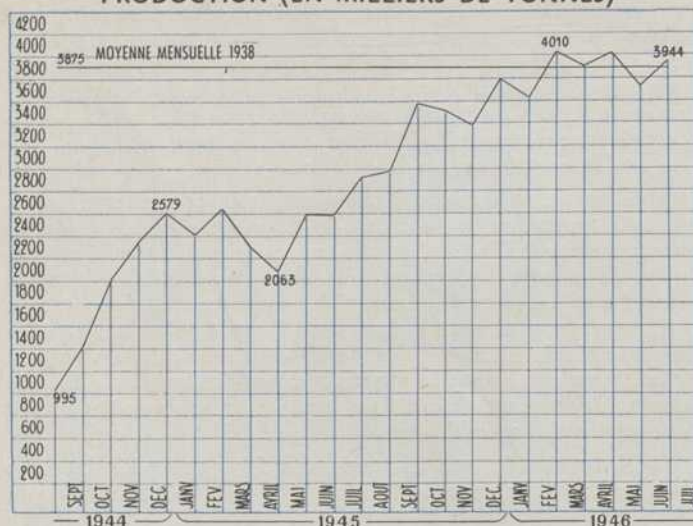
TRAFIC FERROVIAIRE

PARCOURS MENSUELS DES TRAINS EN 1000 KILOMÈTRES/TRAINS

— TRAINS DE VOYAGEURS — TOTAL — TRAINS DE MARCHANDISES



CHARBON (HOUILLE) PRODUCTION (EN MILLIERS DE TONNES)



L est évident que si les efforts de la classe ouvrière pour le redressement économique n'étaient pas entravés par les éléments réactionnaires, des progrès plus sensibles seraient rapidement réalisés.

Mais la lutte devient de plus en plus âpre. Les représentants les plus réactionnaires du grand capital, qui sont les plus compromis dans la politique de trahison et de collaboration, s'étaient tenus assez tranquilles au lendemain de la libération. Ils redoutaient d'avoir à rendre des comptes. C'est d'ailleurs ce que réclamait et réclame encore l'immense majorité de la population. Au lieu de cela, ils ont bénéficié d'une outrageuse mansuétude de la part de la majorité des divers gouvernements provisoires. Depuis la libération, nous avons eu deux ministres de la Justice, tous deux membres du Mouvement Républicain Populaire. Avec eux, les collaborateurs de la grande industrie, de la haute finance, les hauts fonctionnaires

compromis, ont passé au travers des mailles de la justice. La plupart d'entre eux n'ont pas été inquiétés du tout. D'autres ont bénéficié de mesures de grâce. Un véritable esprit de classe a présidé à l'épuration qui n'est pas faite. Cette attitude de bienveillance à l'égard de traîtres avérés traduit chez ceux qui l'expriment une peur instinctive du peuple, la volonté de ménager toutes les forces qui peuvent s'opposer à la poussée démocratique. C'est l'esprit de conservation des forces du passé.

Tout ceci a donné de l'audace à ceux qui s'attendaient à un châtement qu'ils savaient avoir mérité. La réaction est en train de regrouper ses forces. C'est en partie déjà fait. Les réactionnaires deviennent d'autant plus enragés qu'ils ne défendent pas seulement leurs privilèges de classe mais aussi leur propre situation personnelle. Ils n'ont d'autre possibilité d'échapper au jugement qu'un régime réactionnaire qui empêcherait la véritable épuration qu'amènerait inéluctablement l'élargissement et le succès complet de la démocratie. Pour parvenir à leurs fins, ils utilisent leurs postes de commande à la tête des industries ou des hautes administrations pour entraver la reprise économique, pour créer le désordre dans la répartition des produits, faire monter les prix et exaspérer les masses populaires.

Aujourd'hui, la réaction se regroupe autour du général de Gaulle dont les interventions intempestives en faveur d'un régime de pouvoir personnel sont fort appréciées par elle. Des organisations patronales versent des sommes importantes aux partis réactionnaires pour leur propagande anti-ouvrière. Certains patrons subventionnent également des groupes de provocateurs pour tenter d'organiser des grèves inconsidérées dont ils se serviraient pour effrayer les classes moyennes et les paysans. Ces temps derniers, quelques organisations clandestines de coups de main ont été découvertes, avec des dépôts d'armes, mais il est bien certain que les plus importantes n'ont pas été inquiétées.

Naturellement tout cela s'organise et se groupe en usant des clichés de feu Goebbels sur la lutte contre le communisme. Il est clair que nous ne résoudrons aucun des problèmes qui se posent actuellement devant nous avant d'avoir porté des coups décisifs à cette réaction.



LE MOUVEMENT SYNDICAL D'AFRIQUE DU SUD ENGAGE LA LUTTE

par T. F. Mc WHINNIE
des services de presse et d'information de la F. S. M.

SI vous vous reportez à la page 9 du *Times* de Londres, daté du 4 novembre 1946, vous y trouverez, sous le titre « The Central Mining-Rand mines Group » (Groupe Central des Mines du Rand), 13 mornes comptes rendus de bénéfices des compagnies minières affiliées. Dans leur cadre discret, ils s'harmonisent bien avec l'aspect général de calme « respectability » qu'offre ce journal connu dans le monde entier. Pour ceux qu'intéressent les affaires financières, le seul aspect troublant (car ces compagnies annoncent toutes des bénéfices, considérables même pour certaines) est une note en petits caractères qui indique : *Remarques d'ordre général.* « Les opérations ont souffert d'une grève des mineurs indigènes au mois d'août. »

Derrière cette déclaration qui ne tient qu'une ligne et demie dans les colonnes du journal, se cache une histoire de misère humaine qui commença il y a plus de soixante ans avec la découverte de l'or dans le Rand; ce doit être une des préoccupations principales du mouvement ouvrier mondial d'y mettre rapidement un terme.

La grève des mineurs indigènes, commencée le 12 août, n'était pas seulement un conflit du travail, mais aussi une protestation contre l'oppression et l'injustice sociale dont souffrent les 9 millions de citoyens de couleur de l'Union Sud-Africaine de la part d'un Gouvernement réactionnaire. Pendant quelques jours, le couvercle d'un « chaudron » de misère sociale et économique fut soulevé et la réalité cachée exposée aux yeux du monde. La presse sud-africaine elle-même qui, jusqu'à ses agences, est presque entièrement contrôlée par la Chambre des Mines, cet État dans l'État qui emploie plus de main-d'œuvre que n'importe quelle entreprise commerciale en Afrique du Sud, ne put dissimuler la réalité derrière la grève. Par ses manchettes triomphantes et ses comptes rendus pleins de jubilation sur les durs agissements de la Police, par ses tentatives faciles de les qualifier de « sans importance » et comme étant l'œuvre « d'agitateurs », elle a laissé paraître la véritable situation.

Le monde assiste en Afrique du Sud à la tentative de la part d'un groupe d'industriels puissant, bien établi, qui influence l'État, de conserver un système qui assure d'immenses réserves de main-d'œuvre à bon marché et des bénéfices considérables. Cette exploitation de la main-d'œuvre indigène se poursuit alors que se désintègre le système des tribus et se crée un prolétariat indigène.

Le système fonctionne d'une manière très simple. Étant donné une population indigène ignorant le travail salarié, et étant donné les industries (minières et agricoles)

qui demandent pour une exploitation profitable, une quantité plus ou moins illimitée de main-d'œuvre à bon marché, le problème consiste à persuader l'indigène (pacifiquement, par la force, ou bien par un mélange judicieux des deux méthodes) de quitter sa terre et de travailler pour un salaire. La conquête de l'Afrique du Sud fut réalisée par la corruption, la fourberie et une guerre dont l'histoire est aujourd'hui d'une triste lecture. Le territoire conquis, les indigènes furent rassemblés dans des « Réserves », ce qui, en fait, signifie qu'aujourd'hui près de 80 % de la population se trouve confinée dans 8 % du territoire.

Mais un Gouvernement obligé de percevoir ses impôts en bétail se trouverait rapidement incapable de manipuler ses revenus. On voit alors l'étape suivante qui consiste à étaler aux regards envieux des tribus des produits alléchants qui ne peuvent être achetés qu'avec des espèces, et, parallèlement, si cela ne suffit pas, à imposer une taxe en argent qui contraint l'indigène à quitter la réserve pour gagner ce qui est nécessaire à la satisfaction des demandes de l'État. S'il n'y a que deux possibilités, l'une de travailler dans les mines d'or, l'autre de vendre son travail aux fermiers blancs, si les associations de travailleurs indigènes ne sont pas reconnues par la loi, et si, en outre, l'État qui fait les lois est entièrement contrôlé par la Chambre des Mines et les gros fermiers, c'est probablement une coïncidence heureuse pour ces capitalistes. Toutefois, il faudrait que les intéressés soient bien naïfs pour s'imaginer qu'un tel état de choses puisse subsister sans donner lieu à de graves conflits sociaux et que l'intervention « d'agitateurs » de l'extérieur soit nécessaire pour que les travailleurs concluent qu'ils ont de fortes raisons de se plaindre.

Dans une telle situation, et étant donné le refus de reconnaître le syndicat des mineurs, la seule réponse logique à une grève, du point de vue de la Chambre des Mines, est une répression brutale. Ce fut précisément la méthode adoptée par le Gouvernement sud-africain au mois d'août et qui eut pour résultat la mort d'au moins 6 grévistes et une liste de blessés graves, se montant à plusieurs centaines.

La reconnaissance du Conseil des Syndicats non-européens ou de la Fédération des Mineurs non-européens aurait été un premier pas vers une démocratie industrielle réelle, et le commencement d'une fissure dans les fondations de persécution économique et raciale sur lesquelles repose l'édifice de privilèges d'une partie de la population sud-africaine. C'est simplement cette première demande — la reconnaissance du droit des indigènes d'organiser des syndicats et de négocier les conditions de travail — qui constitue la revendication urgente de la

Fédération Syndicale Mondiale. Cette revendication posée au nom du mouvement ouvrier international fut exprimée dans les statuts de la F. S. M. et dans les résolutions adoptées tant à Londres qu'à Paris en 1945. Il est maintenant du devoir de chaque syndicaliste d'aider à effacer la honte de la persécution raciale et de l'exploitation en Afrique du Sud.

Que signifie la vie dans l'Union Sud-Africaine pour le travailleur indigène? En qualité de salarié d'une exploitation agricole, il peut s'estimer heureux s'il reçoit 3 livres par mois. A cela peut s'ajouter 1 livre par mois pour sa femme et 5 shillings par mois pour chaque enfant, somme avec laquelle, à part un sac de blé gratuit par semaine, il doit faire face à tous les besoins de sa famille, y compris la nourriture. Par suite de son isolement des grandes agglomérations de ses semblables, et de la surveillance étroite et semi-esclavagiste sous laquelle il vit, tout essai d'améliorer son salaire ou ses conditions de travail devient presque impossible.

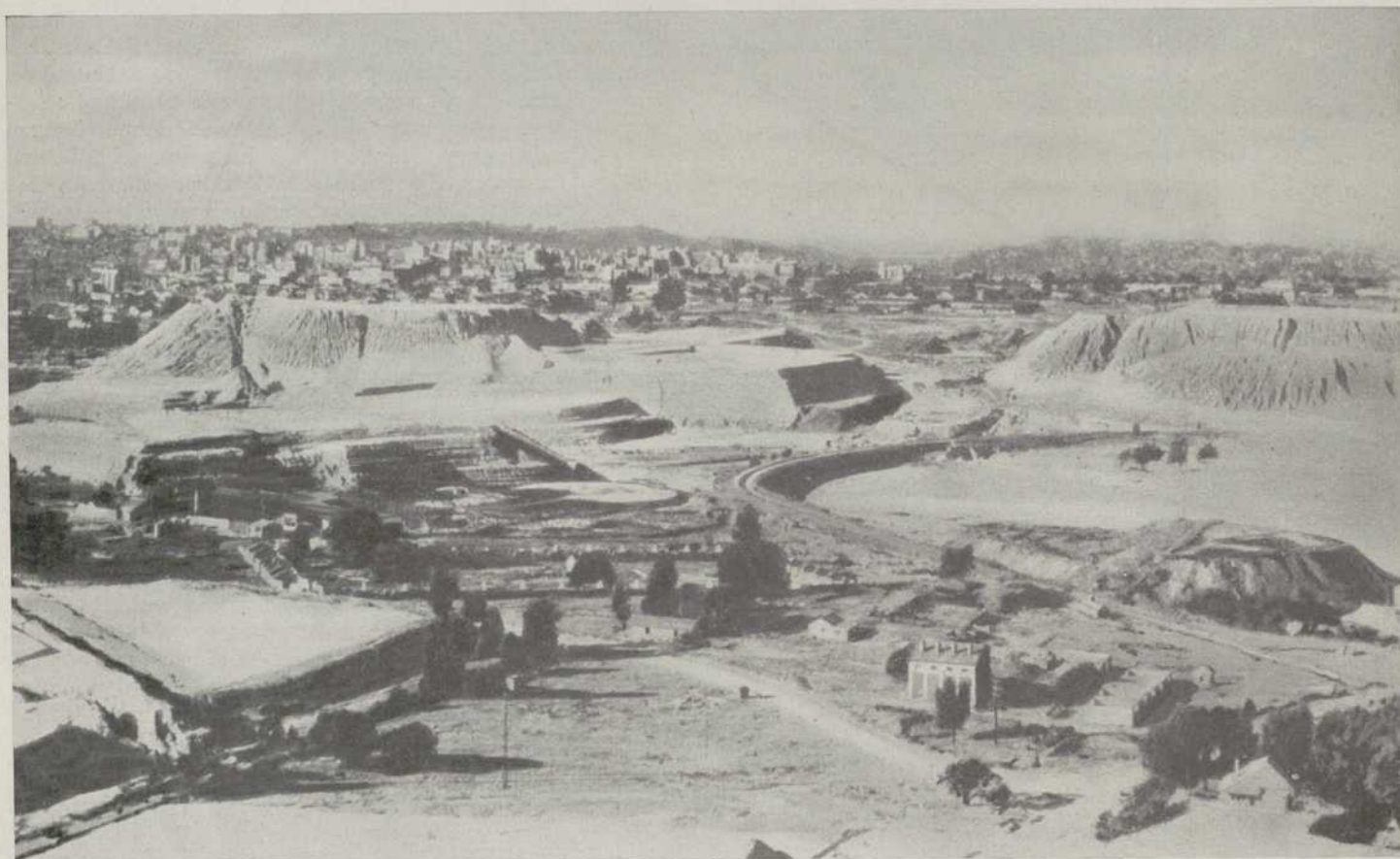
Les difficultés sont accrues par l'étendue importante de l'analphabétisme. Dans les régions agricoles 6 % seulement des enfants africains reçoivent quelque instruction. Il est dépensé près de douze fois plus par tête pour l'éducation des enfants européens que pour les enfants africains.

Il n'est donc pas étonnant que la majeure partie du courant syndicaliste provienne des mines d'or où, par suite de la nature du travail, des groupes importants de près de

350.000 hommes sont rassemblés. Malgré le système des camps à l'usage des travailleurs — qui sont logés dans des baraquements enclos, contenant de 30 à 40 hommes chacun — système qui permet un contrôle et une surveillance très stricts, le syndicalisme a pu prendre racine; même l'Ordonnance de guerre n° 1425, qui interdit les rassemblements de plus de 20 personnes dans les territoires déclarés aurifères, n'a pu arrêter ce qui est la réaction normale des travailleurs exploités : la création de syndicats. Malgré le fait que cette loi rend impossible les réunions syndicales sur tout le territoire où travaillent les mineurs, de nombreuses centaines d'entre eux ont parcouru à pied les longs kilomètres qui les séparent de Johannesburg pour discuter de leurs problèmes et créer leurs Organisations. Ces mineurs, recrutés par contrat en Afrique Orientale Portugaise, Angola, Rhodésie, Swaziland, Bechuanaland, travaillent de 10 à 14 heures par jour, pour un salaire d'environ 3 livres par mois, plus leur nourriture. Ils sont séparés de leurs familles restées dans les « Réserves » auxquelles ils ont coutume d'envoyer d'une à deux livres mensuellement.

Le rapport de 1945 sur l'alimentation et la santé, publié par le Groupe Central des Mines du Rand, donne quelque indication sur les effets d'un tel système sur la santé du mineur indigène. Ce groupe emploie près de 1/3 de la totalité de la main-d'œuvre indigène dans l'industrie minière aurifère. Ce rapport, qui constate une augmentation progressive du pourcentage des malades depuis

VUE GÉNÉRALE DE JOHANNESBURG — AU PREMIER PLAN, D'ÉNORMES DUNES DE SABLE EXTRAITES AVEC LE MINÉRAI.



1942, commente comme suit : « L'augmentation du pourcentage de maladies, en particulier en ce qui concerne les maladies respiratoires, et l'augmentation du nombre d'heures de travail perdues, peuvent être raisonnablement attribuées au manque de nourriture. » En fait, il est difficile d'éviter cette conclusion.

Indiquant que le prix de la nourriture est passé de 767.680 livres en 1939, à 1.140.148 livres en 1945, alors que pendant cette période, la moyenne des indigènes employés est tombée de 103.226 à 94.878, l'auteur du rapport dit :

« Il faut noter que la hausse des prix de la nourriture n'a pas été due à l'augmentation de la quantité de nourriture consommée. Au contraire, par suite de la pénurie de certains aliments, les rations, particulièrement en ce qui concerne la viande, ont dû être diminuées. »

... « La quantité de protéine de première qualité, ainsi que de matières grasses que recevaient les indigènes, n'était pas suffisante pour des hommes occupés à un dur travail manuel, et signifiait également une diminution de leur absorption de vitamines. » Indiquant une augmentation du taux de tuberculose, le rapport note sèchement :

« Cette augmentation provient peut-être de la difficulté de fournir de la viande en quantité suffisante. » Ceux d'entre nous qui ont l'habitude d'analyser les rapports officiels reconnaîtront facilement, sous ce langage « administratif », les indices d'une lente famine.

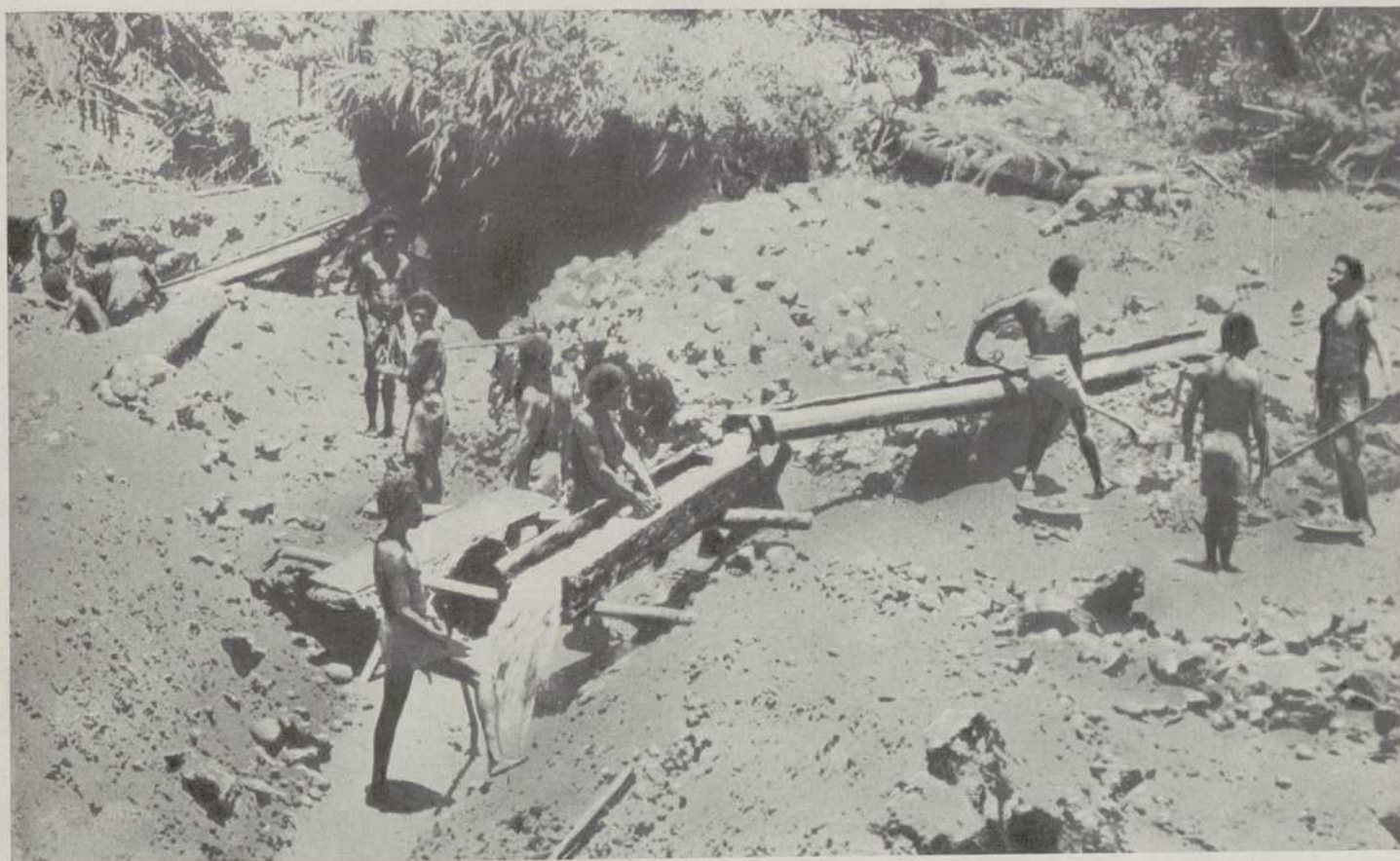
On peut se faire une idée des déplorables conditions de santé des Africains si l'on songe au fait que 25 % des indigènes présentés sont reconnus inaptes au travail dans les mines.

La mortalité infantile atteint le niveau horribles de cinq cents pour mille naissances, cependant que la moyenne de durée d'existence du Nègre est de 36 ans contre 60 ans pour les Européens. Il y a environ un lit d'hôpital pour 5000 personnes dans les Réserves alors qu'il y en a un pour 350 personnes pour la population blanche.

Pour justifier les salaires payés aux travailleurs indigènes, les autorités font état de la production agricole de sa famille, dans le « Krall ». Mais, ce qu'elles omettent d'indiquer, c'est que 45 % des mineurs indigènes ne possèdent pas de terre, et que par suite des méthodes agricoles primitives et de l'encombrement du bétail qui donne naissance à de graves épidémies, la situation des indigènes dans les « Réserves » devient rapidement désespérée. Le fait que la presque totalité des hommes aptes au travail sont absents, occupés dans les mines ou dans les fermes, signifie que l'agriculture dans les réserves est en majeure partie entre les mains des femmes, des enfants et des vieillards. En réalité, l'indigène vit un pied dans chaque système social : le système des tribus se désintègre, le laissant sans protection en face d'un système industriel d'exploitation sans pudeur.

La seule considération présente à l'esprit de la Chambre des Mines est le maintien de la main-d'œuvre à bon marché.

INDIGÈNES AU TRAVAIL DANS LA PROSPECTION — POUR CE TRAVAIL TRÈS DUR ILS REÇOIVENT UN SALAIRE D'ENVIRON 6 LIVRES PAR MOIS.



C'est dans ce but que l'indigène est exclu de lois telles que la loi de conciliation industrielle, qui prévoit la reconnaissance des conventions collectives et l'arbitrage pour les travailleurs blancs en Afrique du Sud. Afin de maintenir les salaires des indigènes au niveau le plus bas, une discrimination raciale, violente et dégradante est en vigueur dans toute l'Union. Il faut aussi noter que l'industrie minière est toujours exemptée de toute législation industrielle générale. Conformément au « Wage-Act », il est possible aux indigènes d'obtenir une réglementation de leurs salaires, mais lorsque la Fédération des Mineurs indigènes présenta une demande d'enquête par le Conseil des Salaires, d'après les termes de cette loi, elle fut refusée par le Ministre du Travail.

La Commission des salaires de mineurs indigènes, créée en 1943 pour rapporter sur les salaires dans l'industrie minière aurifère, a conclu ouvertement à la nécessité du maintien de la « main-d'œuvre à bon marché ».

Entre autres, la Commission recommandait :

1^o Une augmentation des salaires de 5 pence par journée de travail.

2^o Une indemnité de vie chère de 3 pence par journée de travail.

3^o Une indemnité de chaussure de 3 shillings pour 30 journées de travail.

4^o Deux semaines de congés payés pour les travailleurs permanents après deux années de service.

5^o Indemnité de 50 % pour les heures supplémentaires.

Malgré l'insistance de la Commission sur le fait que ces recommandations représentaient un minimum indispensable, le Gouvernement a refusé de prendre en considération l'indemnité de vie chère. Finalement, le Gouvernement a accordé une subvention annuelle de 1.850.000 livres qui servit à augmenter les salaires des mineurs; ceci, bien que la Commission ait estimé que le coût d'entretien d'une famille dans « les Réserves » ait augmenté de 27 % depuis 1939, et que pour porter les salaires à un minimum vital, une somme de 2.600.000 livres fut nécessaire. Le but de la grève commencée le 12 août 1946 était l'augmentation des salaires au niveau de 10 shillings par jour.

La brutalité autorisée avec laquelle la grève fut bûisée est maintenant de notoriété publique. A l'opposé de ce traitement, il est assez intéressant de noter deux extraits du numéro de septembre 1946 de *Ambag* (journal officiel du Conseil des Professions et des Syndicats d'Afrique du Sud).

« Une lettre du Comité des producteurs de l'or de la Chambre des Mines répondant aux démarches en faveur d'une augmentation générale de 12,5 % des salaires des employés des mines fut discutée à une réunion de la Commission Mixte des Fédérations Minières, qui s'est tenue à la Maison des Syndicats, le mois dernier. » Le rapport continue en ces termes : « L'offre de la Chambre des Mines fut acceptée et les ayants droit verront leur indemnité de vie chère augmenter de plus de 100 livres par an... »

Les salaires des Européens dans les mines seront ainsi augmentés de près de 1 million de livres. Le lecteur estimera sans doute important de noter que les mines d'or emploient près de 360.000 indigènes contre 40.000 Européens. La totalité des salaires des premiers est de 13.500.000 livres, alors que la part des derniers est, maintenant, de 20.500.000 livres.

Le deuxième extrait se présente sous la forme d'une annonce intitulée : « Note. — Chambre des Mines du Transvaal. » Elle dit :

« L'indemnité de vie chère, payable aux employés européens des mines d'or affiliés à la Chambre des Mines, a subi une augmentation de près de 2 livres 5 shillings par mois ou « un huitième 3/4 » par journée (les jeunes employés recevront la moitié des sommes ci-dessus). L'augmentation des indemnités sera appliquée rétroactivement à compter du 1^{er} mai 1946. » L'annonce dit plus loin : « Les anciens employés ont droit au paiement des augmentations pour tout le temps pendant lequel ils étaient employés dans les mines, à compter de la date sus-mentionnée et sont invités à s'adresser au bureau des mines de leur ancien employeur pour le paiement des sommes qui leur sont dues. »

On ne pourrait trouver d'indication plus nette de la manière dont les employeurs sud-africains dressent un groupe de travailleurs contre un autre, sous prétexte d'une division artificielle de couleur ou de race. J. A. Hobson, dans sa célèbre étude « Impérialisme », décrit le procédé dans le passage suivant :

« L'acquiescement ou même l'appui actif et enthousiaste de la Nation à une politique fatale à ses véritables intérêts est obtenu en partie par des appels à la mission civilisatrice, mais surtout en jouant sur les instincts primitifs de race. »

Il est malheureusement vrai qu'il existe des fractions de travailleurs européens en Afrique du Sud qui sont suffisamment égarés pour jouer le jeu des employeurs.

En général, dans les quelques cas où les Africains sont autorisés à exécuter le même travail que les blancs, ils sont payés de six à sept fois moins cher que les travailleurs Européens.

Suivant la Loi Pass et la Loi sur les Régions Urbaines le libre déplacement des indigènes d'un district à un autre, pour obtenir du travail, est sévèrement limité et la permission de résider dans un endroit est seulement accordée à un indigène s'il travaille dans une ville voisine. Par conséquent, afin de continuer à vivre dans une région où il peut avoir sa famille et où il a vécu toute sa vie, un Africain est forcé d'accepter les salaires criminellement bas qui sont fixés par des groupes d'employeurs dans les différents districts. De cette façon la liberté limitée de vendre son travail sur le marché le plus favorable lui est retirée.

Selon la Loi Pass, un Africain est autorisé à porter sur lui jusqu'à quatre documents. La plus légère infraction est punie par la police et il ne faut pas s'étonner que, chaque année, 20 % de la population indigène soit accusée de délits pour une chose ou une autre.

La poursuite de cette politique aura pour résultat non pas la sauvegarde des salaires élevés, mais l'abaissement de tous les salaires au niveau le plus bas possible lorsque, de l'avis de l'employeur, les conditions économiques rendraient nécessaire cette tentative. Il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour se rendre compte du danger que représente un groupe de travailleurs aigris et défavorisés, dressé contre un autre groupe pour des raisons raciales, en tant qu'arme entre les mains d'employeurs cherchant à réduire de hauts salaires.

Le Comité Exécutif national du Conseil des Professions

et des Syndicats d'Afrique du Sud a fait un premier pas vers la compréhension de ces faits adoptant une résolution qui exprime sa « forte désapprobation de l'action du Gouvernement qui, au moyen de sa Police, a contraint par la violence les grévistes indigènes à reprendre leur travail ». Il a aussi désigné une sous-Commission pour étudier les causes de la grève et a demandé à être représenté dans toute Commission gouvernementale qui pourrait être désignée pour s'occuper de cette question. Si le mouvement syndical officiel d'Afrique du Sud peut agir même d'une manière limitée, il ne manquera pas de soutien parmi les travailleurs organisés du monde.

Toutes les questions de la discrimination raciale en Afrique du Sud ont été récemment soulevées à l'Organisation des Nations Unies lors de la discussion des lois raciales contre la minorité hindoue.

A la suite de la décision de la Commission Mixte Politique et Juridique de l'Assemblée, l'Inde comme l'Afrique du Sud sont priées de présenter des comptes-rendus, à la prochaine session de l'Assemblée, sur les mesures adoptées pour rendre le traitement des Indiens conforme à l'accord existant entre l'Union de l'Afrique du Sud et l'Inde et conforme à la Charte des Nations Unies.

Le plan Smuts d'annexion de l'Afrique du Sud Ouest a aussi fourni aux défenseurs de l'égalité raciale une occasion d'exprimer l'extrême inquiétude du monde sur l'évo-

lution des événements dans l'Union. Cette tentative d'annexion fut rejetée par la Sous-Commission des Mandats qui, dans sa résolution, déclara que « les données fournies à cette Assemblée ne justifient pas une mesure de l'Assemblée Générale approuvant l'incorporation au sein de l'Afrique du Sud du territoire sous mandat de l'Afrique du Sud-Ouest ». Les discussions sur chacune de ces questions ont permis de mettre en lumière les lois raciales dans le Dominion.

Au début du mois d'avril s'ouvrira à Dakar, sous les auspices de la Fédération Syndicale Mondiale, un Congrès Pan-Africain d'information. Là, pour la première fois dans l'histoire, se tiendra un Congrès convoqué uniquement pour discuter et prendre des décisions sur les problèmes des travailleurs africains. Les représentants de la classe ouvrière internationale au nom de 71 millions de travailleurs feront entendre leur voix et connaître leur puissance. Le processus de libération, le réveil des peuples coloniaux, commencé après la guerre 1914-1918 et poursuivi au cours des années intermédiaires, a puisé une nouvelle force d'impulsion dans la guerre de libération qui vient de se terminer. On ne peut laisser aucune illusion à ceux qui ont l'habitude de faire des discours libéraux pour l'exportation, tout en se conduisant comme des fascistes à l'intérieur de leur pays.

Il n'est plus possible d'agiter d'une main le drapeau de la liberté tout en fouettant de l'autre le dos du travailleur indigène.



MINEUR INDIGÈNE DE
L'AFRIQUE DU SUD COIFFÉ
DU CASQUE MÉTALLIQUE

L'ACTIVITÉ de la F.S.M.

LES PRINCIPAUX DOCUMENTS DU MOIS ÉCOULÉ

Communiqué de la session du Bureau Exécutif de la F. S. M.

Du 13 au 15 décembre 1946, le Bureau exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale a siégé, à Paris, sous la présidence du camarade Arthur Deakin.

Le camarade Louis Saillant, secrétaire général de la F. S. M.; les camarades Frank Rosenblum, M. Ross (C. I. O. États-Unis), Kupers (Hollande), M. Tarasov (U. R. S. S.), Giuseppe Di Vittorio (Italie), les camarades Germer, Schevenels, Faline, secrétaires généraux adjoints; les camarades A. Verrel et R. Chambeiron, chefs de service à la F. S. M., assistaient à la réunion.

Le Bureau exécutif a examiné et pris des décisions sur les questions suivantes :

- 1° La situation syndicale en Grèce;
- 2° Le voyage du secrétaire général en Autriche;
- 3° L'envoi d'une délégation de la F. S. M. en Iran;
- 4° La situation syndicale en Tunisie;
- 5° La Conférence syndicale africaine de Dakar;
- 6° Le voyage d'une commission de la F. S. M. au Japon et en Allemagne;
- 7° Les relations de la Fédération avec les syndicats allemands;
- 8° L'Espagne;
- 9° Les relations de la F. S. M. avec le Conseil économique et social de l'O. N. U.;
- 10° Budget de la Fédération pour 1947.

I. — LA SITUATION SYNDICALE EN GRÈCE

Le Bureau exécutif a entendu des informations apportées par les représentants de la C. G. T. grecque, les camarades Pappas et Stratis, sur la situation syndicale en Grèce, ainsi qu'une communication du secrétaire général Louis Saillant sur les mesures entreprises en application des décisions du Bureau exécutif de Washington.

Le Bureau exécutif a constaté que, malgré les efforts du secrétaire général, la décision du Bureau exécutif de Washington au sujet des syndicats grecs n'a pas encore été réalisée; il approuva à l'unanimité les recommandations adressées les 14 et 16 novembre 1946, par le secrétaire général, aux organisations syndicales grecques.

Le Bureau exécutif a chargé le secrétaire général de continuer à observer la situation en Grèce et de poursuivre ses efforts en vue de l'application des décisions du Bureau exécutif de Washington et a, en même temps, demandé au camarade V. Tewson, secrétaire général du T. U. C. britannique, de représenter la F. S. M. en Grèce et entrer en pourparlers avec le gouvernement grec pour le rétablissement des syndicats en Grèce conformément à l'esprit des décisions du Bureau exécutif de la F. S. M. à Washington.

II. — LE VOYAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN AUTRICHE

Le camarade Saillant a informé le Bureau exécutif de son voyage en Autriche et des impressions qu'il a eues sur l'activité des syndicats et la situation des travailleurs dans ce pays.

Le Bureau exécutif a pris la décision suivante sur cette question :

Le Bureau exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale ayant entendu le rapport du secrétaire général sur son voyage d'enquête en Autriche, décide que :

- 1° Le président, le secrétaire général et les trois secrétaires généraux adjoints recevront, à Paris, une délégation de la Fédération syndicale autrichienne afin de poursuivre l'étude de la situation sociale et économique de l'Autriche;

- 2° Le secrétaire général préparera ensuite un rapport et des recommandations qui seront soumises au Bureau exécutif avant d'être présentées à la Fédération autrichienne, aux autorités alliées et au gouvernement autrichien.

III. — L'ENVOI D'UNE DÉLÉGATION DE LA F. S. M. EN IRAN

Le secrétaire général de la Fédération a informé le Bureau exécutif de ce que la situation des syndicats en Iran avait radicalement changé depuis la session de Washington du Bureau exécutif où les syndicats iraniens avaient été admis à s'affilier à la Fédération Syndicale Mondiale. Les informations existantes sur l'état de choses en Iran témoignent d'une offensive de provocation policière menée inlassablement par la réaction de ce pays contre les droits des travailleurs; les syndicats libres sont dissous, les travailleurs et les militants syndicalistes sont arrêtés et emprisonnés. L'aide morale apportée aux syndicats iraniens par la Fédération n'a pas donné de résultat. Les syndicats iraniens réclament avec insistance l'envoi d'une commission de la F. S. M. en Iran pour enquêter sur la situation syndicale de ce pays.

Le Bureau exécutif a pris la décision suivante :

Le Bureau exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale, saisi d'une demande d'enquête sur la situation syndicale en Iran par le Conseil central des Syndicats iraniens, décide de répondre favorablement à cette demande et charge le secrétaire de la F. S. M. d'organiser cette délégation et d'exécuter cette décision le plus rapidement possible.

IV. — LA SITUATION SYNDICALE EN TUNISIE

Le Bureau exécutif a pris la décision suivante :

Le Bureau exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale, saisi d'une demande d'affiliation de l'Union générale des travailleurs tunisiens, déclare, en application de ses propres statuts, qu'il est de l'intérêt des travailleurs syndiqués de Tunisie de ne former qu'une seule organisation syndicale tunisienne.

Considérant que les organisations syndicales tunisiennes qui appartiennent à la F. S. M. par le canal de la C. G. T. française, ne peuvent se trouver détachées de la F. S. M. pour avoir formé une organisation syndicale proprement tunisienne, le Bureau exécutif décide de les considérer en position d'affiliation continue et les invite à régler les formalités administratives et statutaires avec les services de la F. S. M. à compter du 1^{er} janvier 1947.

Le Bureau exécutif, avant de prendre une décision sur la demande de l'U. G. T. T., charge le secrétaire général de la F. S. M. d'aider à la réalisation de l'unité syndicale complète en Tunisie et de poursuivre les efforts entrepris dans ce sens par la F. S. M.

A cet effet, les représentants syndicaux de Tunisie seront convoqués au siège de la F. S. M. dans le but de mettre au point les conditions dans lesquelles l'unité syndicale devra se réaliser.

V. — LA CONFÉRENCE SYNDICALE AFRICAINE

Le Bureau exécutif a ratifié la proposition du secrétariat de la F. S. M. au sujet de la convocation les 30 et 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1947, d'une conférence des syndicats africains à Dakar.

VI. — LE VOYAGE D'UNE COMMISSION DE LA F. S. M. AU JAPON ET EN ALLEMAGNE

Le Bureau exécutif a décidé que le rendez-vous général de la commission de la F. S. M. au Japon serait fixé au 10 mars 1947, à Tokio.

Le Bureau exécutif a décidé de compléter cette commission en y ajoutant le camarade Vicente Lombardo Toledano.

Le Bureau exécutif a ratifié la proposition du secrétariat au sujet des dates de séjour dans les quatre zones d'occupation, en Allemagne. La commission de la F. S. M. visitera la zone française d'occupation du 15 au 21 janvier, la zone américaine d'occupation du 22 au 28 janvier, la zone britannique d'occupation du 29 janvier au 4 février, et la zone soviétique d'occupation du 5 au 12 février.

VII. — RELATIONS DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE AVEC LES SYNDICATS ALLEMANDS

Le Bureau exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale enregistrant les résultats acquis depuis l'enquête de la délégation syndicale en Allemagne sur la situation des organisations syndicales dans les quatre zones d'occupation, décide :

1° De procéder à l'étude des conditions dans lesquelles les organisations syndicales allemandes pourront, comme le sont déjà les syndicats autrichiens, s'affilier à la F. S. M.;

2° De procéder à des négociations préliminaires à ce sujet;

3° De soumettre au prochain Conseil général de la F. S. M. un rapport et des propositions à la suite de cette étude et de ces négociations.

VIII. — L'ESPAGNE

Le Bureau exécutif enregistre la décision prise par l'Assemblée générale de l'O. N. U. décidant le rappel des ambassadeurs des Nations Unies à Madrid qu'on espère être un premier pas vers une rupture complète avec le régime de Franco.

Le Bureau exécutif félicite, à cette occasion, le camarade L. Jouhaux et tous ceux qui ont permis d'obtenir cette première décision.

Le Bureau exécutif pense que les efforts doivent être poursuivis pour le rétablissement de la liberté syndicale et le retour au régime démocratique et républicain en Espagne et pour aider le peuple espagnol dans ce sens.

A ce sujet, le Bureau exécutif décide :

1° De charger le secrétaire général de la F. S. M. de prendre les mesures nécessaires pour qu'une série d'émissions radio-phoniques s'adressant aux travailleurs espagnols ait lieu sous le contrôle et avec le concours de la F. S. M.;

2° De créer une commission de solidarité en faveur du peuple espagnol, en coopération avec les représentants des organisations syndicales espagnoles affiliées à la F. S. M.;

3° De prendre contact avec le gouvernement républicain espagnol pour mettre au point ce plan de solidarité effective;

4° Le secrétaire général de la F. S. M. rendra compte des conditions d'application de ces décisions à la prochaine session du Bureau exécutif.

IX. — LES RELATIONS DE LA F. S. M. AVEC LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'O. N. U.

Le Bureau exécutif a approuvé les démarches et négociations engagées par le président et le secrétaire général de la F. S. M. auprès de l'O. N. U. et après la session du Bureau exécutif de la F. S. M. à Washington. Ces démarches ont abouti à un accord, le 4 octobre, au sein du Conseil économique et social, sur les modalités de travail et de représentation de la F. S. M. à l'O. N. U.

En outre, en exécution des décisions déjà prises à Moscou et renouvelées à Washington par le Bureau exécutif de la

F. S. M., les camarades Jouhaux et Rosenblum, vice-présidents de la F. S. M., ainsi que les représentants ouvriers appartenant à diverses délégations gouvernementales à l'Assemblée générale des Nations Unies, ont remis en question à l'Assemblée générale des Nations Unies le problème « des arrangements de consultation » de la F. S. M. avec le Conseil économique et social.

Grâce à la ténacité du camarade Jouhaux, qui a pris une part considérable dans les discussions à l'Assemblée générale et dans les commissions, la F. S. M. a obtenu satisfaction sur l'une des deux propositions présentées.

M. Trygve Lie, secrétaire général de l'O. N. U., a adressé la lettre suivante à la F. S. M., en réponse à la demande du 12 novembre à M. Paul Spaak, président de l'Assemblée générale de l'O. N. U. :

New-York, le 2 décembre 1946.

Monsieur,

Au nom du président de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 12 novembre 1946, par laquelle vous me transmettez une lettre de même date, signée par vous-même, Frank Rosenblum, Jos. Bondas, Dr. Jaroslav Halbhauer, Eiler Jensen, Dusan Petrovic, Will Lawther, H.-L. Bullock. Dans cette lettre, la Fédération Syndicale Mondiale demande que l'Assemblée générale recommande au Conseil économique et social la révision des propositions du Conseil du 21 juin 1946, pour donner à la Fédération Syndicale Mondiale :

1° Le droit de soumettre au Conseil des questions destinées à l'inscription à l'ordre du jour provisoire, conformément à la procédure qui s'applique actuellement aux organisations spécialisées;

2° Le droit de faire au Conseil des communications écrites et orales sur toutes les questions intéressant la Fédération.

La commission mixte des deuxième et troisième commissions de l'Assemblée générale a adopté, le 23 novembre 1946, la résolution suivante :

« Ayant pris connaissance de la demande de la Fédération Syndicale Mondiale, en date du 12 novembre 1946, tendant à établir une liaison plus étroite avec le Conseil économique et social, et considérant que le Conseil a décidé, le 21 juin 1946, qu'il conviendrait d'établir aux fins de consultations les relations les plus étroites possible avec la Fédération Syndicale Mondiale.

« L'Assemblée générale recommande au Conseil économique et social d'accorder à la Fédération Syndicale Mondiale :

« 1° Le droit de soumettre au Conseil économique et social des questions destinées à l'inscription à l'ordre du jour provisoire, conformément à la procédure qui s'applique actuellement aux institutions spécialisées. »

Je vous prie d'agréer, Monsieur, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Signé : TRYGVE LIE,
Secrétaire général.

Le Bureau exécutif a enregistré les résultats obtenus et félicité nos camarades qui, par leur action opiniâtre, ont pu faire progresser la juste revendication de la F. S. M.

Le Bureau exécutif a examiné la question du programme des affaires qui pourraient être soumises par la F. S. M. au Conseil économique et social.

Il a été décidé que ce programme serait étudié par une conférence d'experts qui se tiendrait au siège de la F. S. M. les 9 et 10 janvier 1947.

Conférence internationale d'experts pour les questions charbonnières

Les 6, 7 et 8 janvier 1947 eut lieu à Paris, au siège de la F. S. M., une conférence internationale d'experts du charbon, convoquée par la F. S. M. en vue d'étudier les questions de production, de transport et de consommation du charbon dans le monde entier.

Des experts de divers pays et des centrales nationales syndicales, Arthur Deakin, président de la F. S. M., Léon Jouhaux, vice-président, Louis Saillant, secrétaire général, Delattre, président de la Fédération internationale des mineurs, A. Verret, directeur des services économiques et sociaux de la F. S. M., ainsi que d'autres personnalités, prirent part à cette conférence.

M. Louis Saillant mit à l'étude de la conférence un rapport préliminaire préparé par le département économique et social

de la F. S. M. Il souligna toute l'importance de cette conférence et invita les experts qui y participaient à élaborer des propositions concrètes et pratiques en les consignant dans un document qui serait soumis au Conseil économique et social de l'O. N. U. après son adoption par le Bureau exécutif de la F. S. M.

A la suite des travaux de la Conférence, les résolutions suivantes ont été adoptées :

RÉSOLUTION N° 1

La Conférence internationale d'experts constate :

1° Que le relèvement de l'économie mondiale et particulièrement de l'économie européenne est gravement menacé par la crise charbonnière actuelle et notamment par l'effondrement de la production allemande;

2° Que des signes d'amélioration se sont déjà manifestés en France, Belgique, Pologne et Pays-Bas et que les exportations polonaises sont en voie d'accroissement;

3° Qu'en Grande-Bretagne, grâce aux immenses réserves de charbon et à la réorganisation de l'industrie, il existe des possibilités d'amélioration qui, toutefois, ne peuvent être effectives dans un avenir immédiat;

4° Que les exportations américaines constituent un facteur essentiel du relèvement économique mondial.

En conséquence, elle estime :

1° Que dans tous les pays producteurs de charbon, tous les efforts doivent être faits pour maintenir le niveau actuel de la production et pour l'augmenter aussi rapidement que possible;

2° Que la solution de la crise charbonnière doit être recherchée dans les pays traditionnellement exportateurs de charbon et notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Pologne et aux États-Unis :

a) En Allemagne, il est indispensable de prendre toutes les mesures susceptibles de relever la production et d'augmenter les livraisons aux pays importateurs, victimes de l'agression allemande;

b) En Grande-Bretagne, après la nationalisation des mines, de grands efforts sont entrepris et doivent être amplifiés pour rattraper le niveau de production d'avant guerre, et permettre de rétablir les exportations aux pays traditionnellement importateurs de charbon anglais;

c) En Pologne, la production et l'exportation du charbon doivent être développées grâce à l'importation de matériel et d'outillage;

d) Aux États-Unis, la production et la répartition du charbon doivent tenir compte des besoins pressants des pays dont le relèvement est entravé par la pénurie de charbon.

La Conférence est d'avis qu'un assainissement réel et durable du marché charbonnier ne pourra être obtenu que :

1° En assurant aux mines une main-d'œuvre adéquate grâce aux mesures proposées par la résolution relative aux questions sociales;

2° En mettant en œuvre, avec la collaboration des organisations ouvrières et sous le contrôle des gouvernements, des plans de modernisation, d'exploitation et de distribution qui tiendront compte des besoins des autres pays ayant des ressources insuffisantes; une telle politique permettra d'assurer à l'industrie charbonnière les priorités dont elle a besoin (matériel, ravitaillement des mineurs, outillage, etc.);

3° En appliquant une politique d'économie et d'utilisation rationnelle du charbon, par toutes méthodes adéquates permettant de lutter contre le gaspillage du charbon, d'obtenir du charbon un meilleur rendement et d'utiliser certaines qualités longtemps négligées;

4° En développant l'électrification et en particulier les installations hydro-électriques, en développant, du moins actuellement, l'emploi des carburants liquides, notamment dans les transports maritimes et ferroviaires, en poussant les recherches sur l'utilisation de l'énergie atomique et, d'une manière générale, en employant toute autre forme d'énergie donnant un meilleur rendement énergétique et entraînant une économie de charbon;

5° En concluant sous les auspices du Conseil économique et social des Nations Unies, un accord international, étendant la composition et la compétence de l'Organisation Européenne du Charbon (E. C. O.) et assurant une planification mondiale de la production, de la distribution et de l'utilisation du charbon, pour éviter tout déficit charbonnier, d'éventuelles constitutions anormales de stocks et une concurrence antiéconomique et antisociale dont les consommateurs et les mineurs feraient les frais;

6° En réorganisant les transports internationaux de charbon, de manière à éliminer tous les transports inutiles, à assurer l'utilisation complète des moyens de transports disponibles, à utiliser les voies et moyens de transports les plus économiques.

Pour être assuré du succès de ces diverses mesures, il est indispensable d'y faire collaborer les organisations syndicales ouvrières intéressées.

RÉSOLUTION N° 2

La Conférence internationale d'experts considère que la réussite d'une politique charbonnière efficace dans le sens de l'augmentation de la production mondiale, exige des mesures sociales permettant d'assurer au maximum le recrutement et le maintien dans les mines d'une main-d'œuvre stable et expérimentée; ces mesures sociales créeront également les conditions de la collaboration du monde du travail à la politique nécessaire et vitale d'augmentation de la production.

La Conférence adopte à titre indicatif pour les transmettre aux organismes intéressés les éléments d'une politique sociale dans les mines, dont voici les grandes lignes :

1° *Création de conditions pour un emploi stable et un standard de vie progressif* basés notamment sur des mesures de mécanisation, de réorganisation, de rationalisation, mesures à prendre dans le cadre d'une politique de nationalisations industrialisées et de planification nationale et internationale.

2° *Durée du travail*. — La durée du travail pourrait être fixée, compte tenu des difficultés présentes, à 7 h. 30 par poste journalier (descente, remonte et casse-croûte compris) et à cinq jours par semaine avec la perspective d'aboutir le plus tôt possible à la journée de 7 heures, cinq jours par semaine.

La Conférence demande la fixation des conditions de récupération des heures perdues et la détermination du maximum de la prolongation de la durée du travail, ceci seulement pour des circonstances tout à fait exceptionnelles, en accord complet avec les organisations syndicales. Elle insiste en faveur de la réduction spéciale de la durée du travail pour les travaux considérés insalubres ou très dangereux, dont la liste sera établie par des commissions paritaires créées à cet effet dans chaque pays.

La Conférence souhaite que des échanges de délégations ouvrières se fassent internationalement, sous le contrôle des organisations syndicales, afin d'étudier les moyens de combattre les risques d'accidents et l'insalubrité dans les mines.

3° *Salaires*. — La Conférence suggère que les règles suivantes soient fixées en matière de salaire :

a) Taux de salaires garantissant aux mineurs un revenu plus avantageux que celui de la branche industrielle la mieux rémunérée (par exemple la métallurgie);

b) Salaire minimum journalier;

c) Éventail des salaires suffisamment ouvert pour provoquer l'afflux d'ouvriers qualifiés;

d) Rétribution des heures supplémentaires à un taux plus élevé que celles de la durée légale;

e) L'institution de commissions paritaires à tous les échelons de la hiérarchie de l'industrie minière, en vue de la fixation des salaires et de la solution des différends les concernant.

4° *Congés payés*. — La Conférence estime que les mineurs devraient pouvoir bénéficier d'un minimum de deux semaines continues de congés payés par an, augmentées suivant l'ancienneté des intéressés et de journées de congés payés supplémentaires pour les jeunes travailleurs et les ouvriers occupés dans les travaux classés insalubres ou dangereux.

Les congés payés, pour être efficaces, doivent être passés loin des mines; il est donc nécessaire de créer des maisons de loisirs et de repos, gérées par les intéressés; les frais seraient à la charge des exploitants et le financement serait effectué par un fonds national de congés payés.

5° *Alimentation des mineurs*. — Elle doit être assurée aux mineurs et leurs familles par des rations alimentaires proportionnées à l'effort exceptionnel fourni par les mineurs.

6° *Hygiène et habitat*. — En cette matière, la conférence préconise la construction de logements, de vestiaires, de bains-douches, une dispersion des cités ouvrières loin des mines, la création d'un fonds spécial pour le bien-être du mineur.

7° *Sécurité sociale*. — La Conférence, compte tenu du caractère exceptionnel du travail du mineur, suggère que dans les institutions spéciales de sécurité sociale pour les mineurs, des conditions particulières soient prévues, quel que soit le régime de sécurité sociale adopté pour les autres professions (régime général ou régime professionnel).

La Conférence demande des caisses gérées par les intéressés, l'institution de la technique financière de la répartition comprenant, notamment, l'assurance-accidents obligatoire financée par l'employeur et la création d'un fonds spécial de préventions contre les accidents. La liste des maladies professionnelles devrait être établie et la réparation de celles-ci effectuée dans le cadre de l'assurance-accidents.

La Conférence suggère l'obligation pour les exploitants de prendre des mesures en vue de la suppression des poussières dans les mines. Des mesures devraient être prises en vue de la rééducation et du reclassement du mineur qui n'est plus apte à exercer sa profession. Le paiement d'une indemnité compensatrice devrait être prévu pour la perte du gain au mineur obligé de changer de profession pour des raisons de santé.

La Conférence propose comme première étape vers un âge de retraite plus bas encore, que la pension-vieillesse soit accordée aux mineurs du fond après vingt-cinq ans de travail et 50 ans d'âge, et aux ouvriers de surface après un maximum de trente ans de travail et 55 ans d'âge.

Dans les pays où les organisations syndicales le jugeraient nécessaire, il pourra être versé une allocation aux ouvriers ayant un certain nombre d'années d'ancienneté, s'ils continuent à travailler à la mine au delà d'un nombre d'années de présence à fixer en accord avec les fédérations syndicales nationales.

La Conférence recommande l'assurance-chômage généralisée et obligatoire.

Elle préconise la réduction de la durée des délais de carence et du stage.

8° *Sécurité et hygiène dans les mines.* — Il serait utile de les assurer au maximum par des instituts nationaux et régionaux de recherches en matière de sécurité industrielle. La propagande et l'information devraient être organisées sur une grande échelle. Des délégués ouvriers permanents à la sécurité et à l'hygiène devraient être partout prévus.

9° *L'apprentissage et l'éducation professionnelle* devraient être payés par l'exploitant et doublés d'attributions de bourses d'études allouées sur proposition des ouvriers et de leurs organisations syndicales. Elle suggère l'exemption du service militaire pour les mineurs qui désireraient en bénéficier.

La Conférence recommande notamment :

Une sélection et des examens médicaux préalables à l'apprentissage et à la formation professionnelle;

Toutes facilités à donner aux mineurs en vue de leur permettre de suivre des cours de perfectionnement;

Des instituts nationaux d'études fixant, avec la participation des ouvriers organisés, les méthodes et le programme de la formation professionnelle;

Des échanges internationaux de mineurs qui constitueraient un moyen excellent en vue d'élever la qualification du mineur, d'attirer et de retenir la main-d'œuvre à la mine.

10° *Main-d'œuvre immigrée.* — Son recrutement et son maintien à la mine supposent les conditions suivantes :

— Réglementation et encouragement des migrations;

— Égalité inconditionnelle de traitement pour les mineurs immigrés;

— Collaboration des organisations syndicales au recrutement, à l'élaboration des contrats-types, à l'examen de la qualification professionnelle, physique et morale de l'immigrant. Garanties contre les expulsions arbitraires et facilités pour les naturalisations.

11° La Conférence demande la *généralisation effective du libre exercice du droit syndical*; celui-ci serait facilité, notamment, par la mise à la disposition des syndicats de panneaux d'affichages et de salles réservées aux réunions corporatives.

La Conférence insiste aussi sur l'établissement d'un coefficient de hiérarchie professionnelle, de majorations d'ancienneté et de règlements concernant l'avancement (sur la base d'une éducation professionnelle systématique). Ces mesures seraient à appliquer sous le contrôle de commissions paritaires ou de conseils d'entreprise, dont la compétence s'étendrait également aux questions de recrutement, d'embauchage et de licenciement.

La Conférence pense qu'il serait utile d'avoir pour toute l'industrie minière des conseils d'entreprise élus par les mineurs, avec pouvoir de gestion et de contrôle en matière

sociale, technique et économique. Elle est favorable à des commissions paritaires de discipline et de conciliation et à l'arbitrage facultatif.

Cet ensemble de mesures créerait un climat moral favorable à la réalisation des objectifs de production mondiale dont dépend la vie économique de tous les pays du monde.

RÉSOLUTION N° 3

La Conférence d'experts constate la pénurie générale de charbon.

Les pays ravagés par l'Allemagne sont spécialement atteints et sont dans l'incapacité de se relever.

Les charbonnages de la Ruhr sont en grande partie en bon état de produire.

Dans les neuf premiers mois de 1946, la production de la Ruhr a été seulement en moyenne de 41 % de celle d'avant guerre. Dans ce bassin, la situation est donc nettement plus mauvaise que dans les autres pays.

Il est possible d'augmenter cette production.

La Conférence constate que la faible production en Ruhr est provoquée par la baisse de l'effectif du fond et par la baisse du rendement au fond.

La baisse d'effectifs est due au fait que la profession du mineur n'est pas valorisée. Les salaires des mineurs sont, en Ruhr, plus faibles que ceux des ouvriers des autres industries. Les retraites des mineurs y ont été réduites. Les loyers sont très chers.

Les ouvriers ne sont donc pas attirés dans les mines.

L'effort indispensable n'a pas été fait pour la fourniture de matériaux pour la reconstruction des maisons des mineurs et pour la satisfaction des besoins d'acier des mines.

L'absentéisme est très élevé : 24 %.

La baisse du rendement n'est pas seulement provoquée par la baisse de l'activité des ouvriers, mais aussi par les mauvaises conditions techniques du travail et de son organisation. La production est trop dispersée; la consommation intérieure des mines est très élevée : 22 %.

Les programmes de production et la marche des travaux sont à suivre de plus près.

Il est tout à fait anormal que le rendement de l'ensemble du personnel du fait ait baissé de 40 %, alors que le rendement des ouvriers piqueurs n'a baissé que de 20 %.

La conduite des travaux ne devrait pas être laissée aux ingénieurs allemands.

La Conférence, ayant été invitée par la F. S. M. à donner son avis sur l'opportunité du travail obligatoire dans les mines allemandes, considère donc que la situation charbonnière allemande dépend d'un ensemble de facteurs, à savoir :

1° Les effectifs;

2° L'organisation du travail dans les mines;

3° Les méthodes de gestion des mines;

4° Les transports.

En conséquence, la Conférence propose :

1° La revalorisation du niveau de vie du mineur allemand, par l'élévation des conditions de vie (salaires, assurances, retraites, ravitaillement), par la transformation du régime de propriété des mines (nationalisation), le recrutement accéléré de la main-d'œuvre et, s'il est nécessaire, l'instauration du travail obligatoire dans les mines jusqu'à ce que les besoins actuels soient satisfaits;

2° De rechercher et d'appliquer tous moyens d'améliorer l'organisation du travail, en particulier la reconcentration des travaux et l'exploitation des chantiers les plus productifs;

3° La gestion directe des mines de la Ruhr par un organisme international disposant de techniciens en nombre suffisant pour diriger lui-même l'exploitation dans chaque fosse;

Des mesures analogues pourraient être prises pour les transports si elles s'avéraient nécessaires.

La Conférence émet le vœu qu'une délégation de mineurs, assistée d'experts, soit autorisée à faire une enquête dans le bassin de la Ruhr.

Cette délégation pourrait : soit s'associer à la délégation de la F. S. M. qui doit se rendre prochainement en Allemagne, soit agir séparément.

La Vie Syndicale DANS LE MONDE

ACTIVITÉ, CONGRÈS DES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES

ÉTATS-UNIS

Un appel de Philip Murray pour l'union des forces démocratiques

Philip Murray, président du congrès des Organisations Industrielles a radiodiffusé, le 1^{er} janvier, un appel dont voici le texte :

« En ces premiers jours de 1947, nous devons envisager objectivement et sérieusement ce qui attend l'Amérique. Nous sommes parvenus aujourd'hui à un carrefour d'une importance capitale; il dépendra des décisions que nous allons prendre au cours des prochaines semaines que notre pays s'achemine vers une nouvelle grande catastrophe. Si nous le faisons, nous entraînerons le monde avec nous vers la confusion et le désespoir. Nous devrions, au contraire, nous attacher à l'image d'un monde pacifique et prospère, et lutter pour atteindre rapidement le but d'une vie meilleure pour tous.

Pour prendre les décisions qui conviennent, nous devons envisager hardiment les éléments de la situation présente, et faire face aux dangers qu'elle comporte.

Le premier de ces dangers est la menace de dépression économique. Les faits eux-mêmes indiquent avec insistance la nécessité d'assurer un niveau élevé de pouvoir d'achat, si nous entendons maintenir notre actuelle prospérité. Si le niveau du pouvoir d'achat baisse, les rouages de notre mécanisme économique manqueront de ce qui est essentiel à leur fonctionnement normal.

Si nous voulons conserver notre pouvoir d'achat, nous devons relever les salaires. Des économistes compétents et sérieux ont fait ressortir les dangers menaçant notre prospérité.

Les prix ont énormément augmenté au cours des derniers mois. Chacune de ces augmentations diminue la capacité d'achat de la population.

Il est indiscutable que nos grandes « compagnies » sont en mesure de payer des salaires plus élevés et d'assurer le maintien du potentiel de notre pouvoir d'achat. Les profits industriels pour les trois tout derniers mois de 1946 sont estimés au triple de ceux réalisés en 1939, tous impôts déduits.

Lorsque les gens n'ont pas suffisamment d'argent pour acheter des produits détenus par les profiteurs, la machine économique se bloque, notre prospérité s'évanouit presque

du jour au lendemain; notre peuple tout entier souffre.

Voilà le véritable danger auquel nous devons faire face en 1947. C'est pour cette raison que j'estime venu le temps d'un examen constructif et commun de nos problèmes et de la recherche de nouvelles solutions. Il est impératif que nous agissions ainsi si notre civilisation démocratique veut durer et se développer.

Si le nouveau Congrès tente de nous ramener à l'époque de 1932, les perspectives pour 1947 ne peuvent être faites que de luttes et de troubles à l'intérieur et de manque de confiance dans les idéaux américains à l'étranger. Des syndicats libres, responsables, dévoués à la tradition libérale américaine, constituent notre plus sûr moyen pour obtenir les salaires plus élevés et le pouvoir d'achat amélioré indispensables au maintien de notre prospérité en son état actuel.

En faisant de notre sol une terre de prospérité et de stabilité sociale, nous gagnerons le respect et l'admiration des autres peuples. Tous bénéficieront de notre richesse, de notre sens de l'ordre social.

Nous pouvons aider de beaucoup de manières notre « monde indivisible » à panser les plaies de la guerre et des conflits. Une politique progressiste intelligente apte à stimuler le commerce extérieur; la volonté d'aider économiquement nos alliés et un programme humanitaire libre de toute politique; la reconnaissance du droit des peuples démocratiques à choisir leur forme de gouvernement; un appui solide aux Nations Unies; tout cela confèrera un soutien réel à notre drapeau et nos idéaux dans chaque partie du globe.

J'ai récemment fait appel aux dirigeants d'autres organismes du monde du Travail pour agir en commun contre les tendances réactionnaires. Ce soir, j'aimerais, au nom du Congrès des Organisations Industrielles, étendre cette invitation à toutes les organisations de notre communauté qui sont d'accord avec notre politique et sont des adversaires de la réaction.

La formation d'une telle coalition démocratique, pour protéger nos droits civiques essentiels, améliorer notre bien-être économique, nous placer hardiment sur la route du progrès social — tel est le contenu de l'invitation à la lutte pour 1947. »

AMÉRIQUE LATINE

La Confédération du personnel enseignant de l'Amérique latine demande de mettre fin au régime franquiste

La « Confederacion Americana del Magisterio » (personnel enseignant), qui groupe les éducateurs du Mexique, d'Argentine, du Chili, du Pérou, du Vénézuéla, de Colombie, d'Équateur, d'Uruguay, du Paraguay, de Bolivie, du Brésil, de Panama, de El Salvador, de Guatemala, de Cuba, de Haïti et de Porto-Rico, vient d'adresser, au nom de ses sections, réunissant 250.000 enseignants et éducateurs, un message à Trygve Lie, secrétaire général de l'O. N. U. pour exiger la rupture de toutes relations avec le régime de Franco.

« La Confederacion Americana del Magisterio » sait, comme le monde démocratique tout entier, que plus de 3.000 enseignants languissent dans les geôles espagnoles, où ils sont soumis à d'inhumaines tortures, que plus de 90 % du personnel enseignant ont été victimes de représailles et que journellement on étrangle, fusille assassine lâchement des intellectuels et des enseignants dont le seul crime consiste à observer une attitude digne et démocratique en face du gouvernement usurpateur. Après avoir dénoncé le régime cellulaire « des écoles, lycées et universités en Espagne

franquiste, ainsi que l'agression constante du régime franquiste contre la culture et l'intelligence », la Confederacion déclare qu'elle « considère que non seulement la survivance du régime franquiste est monstrueuse et inexplicable », mais qu'il est absolument indispensable que les Nations Unies satisfassent à l'engagement pris durant et après la guerre de détruire tous les vestiges du fascisme dont le régime de Franco est le représentant typique et dangereux.

« La Confederacion Americana del Magisterio, organiquement associée à la Confédération des Travailleurs d'Amérique latine et liée à la Fédération Syndicale Mondiale qui groupe 70 millions de travailleurs dans tous les continents, s'est solidarisée et se solidarise avec toutes les campagnes tendant à mobiliser les consciences contre les milieux de la réaction et des trusts qui, malgré la honteuse débâcle du fascisme, osent, à l'heure actuelle, avec une audace sans précédent, regrouper les forces fascistes et sustenter les plans d'une troisième guerre mondiale, qui réduirait à néant les

conquêtes démocratiques et plongerait le monde dans le chaos et la désolation. »

La Confederacion Americana del Magisterio terminait son message en demandant la discussion du problème espagnol

par l'O. N. U., la rupture des relations avec le régime franquiste, la proclamation d'un blocus et d'un boycottage international contre Franco, et la reconnaissance du gouvernement espagnol républicain en exil.

LIBAN

Appel aux ouvriers du Liban

Le Comité préparatoire du 1^{er} Congrès des Ouvriers du Liban a adressé aux ouvriers l'appel suivant :

Le Comité préparatoire du 1^{er} Congrès des Ouvriers du Liban désirant l'unification syndicale et le raffermissement de l'organisation syndicale — pour la défense des intérêts et le maintien des droits de la classe ouvrière — pour la lutte pour la réalisation d'une vie heureuse et prospère, et le relèvement de son niveau matériel et culturel, considère que la réunion d'un Congrès des ouvriers aiderait beaucoup à l'épanouissement du renouveau syndical et à l'amélioration de la situation des ouvriers libanais. C'est pourquoi le Comité préparatoire croit devoir soumettre à l'étude des travaux du 1^{er} Congrès les points suivants :

1^o Projet des statuts de la Fédération syndicale du Liban;

- 2^o Unification syndicale;
- 3^o Étude de la question du chômage, et demande de la mise en œuvre des grands travaux pour résorption du chômage;
- 4^o La défense des libertés syndicales;
- 5^o La lutte contre la vie chère, et surtout les loyers des maisons d'habitation;
- 6^o Unification des efforts pour la réalisation de la loi du travail, première revendication des ouvriers et des employés;
- 7^o La demande d'une loi régissant le travail des ouvriers du Ministère des Travaux publics et des Municipalités et des domestiques chez les particuliers;
- 8^o Publication d'un journal, organe de la Fédération syndicale;
- 9^o Élection du Comité exécutif de la Fédération syndicale.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Boycottage des marchandises de l'Espagne franquiste

Réuni les 13 et 14 novembre, le Conseil national de la Fédération du travail de la Nouvelle-Zélande a réexaminé la question du boycott économique et de la rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste.

La résolution suivante fut adoptée :

« Le Conseil national de la Fédération du travail de Nouvelle-Zélande décide de recommander à tous ses affiliés

que tous les produits en provenance ou à destination de l'Espagne soient mis à l'index. »

Une deuxième résolution fut également adoptée :

« Que de vigoureuses démarches soient faites par l'Exécutif national de la Fédération du travail de la Nouvelle-Zélande auprès du gouvernement de la Nouvelle-Zélande pour qu'il soutienne la reconnaissance du gouvernement républicain espagnol et sa représentation dans les organismes des Nations Unies. »

POLOGNE

Les Syndicats polonais et la lutte pour la paix mondiale et le désarmement général

Du 2 au 4 décembre 1946 eut lieu la session de l'Assemblée plénière de la Commission centrale des Syndicats de Pologne.

La session a adopté à l'unanimité la résolution suivante sur la consolidation de la paix et la nécessité d'un désarmement général :

« La lutte pour la paix générale et définitive constitue la plus grande préoccupation des travailleurs du monde entier.

« C'est dans cette pensée que les travailleurs de tous les pays et de toutes les nationalités ont constitué la Fédération Syndicale Mondiale, dont un point essentiel des statuts vise la lutte intransigeante contre toutes les formes et toutes les manifestations du militarisme et du fascisme.

« Dans ce but, les travailleurs du monde entier se dressent contre les instigateurs d'une nouvelle guerre et mènent contre eux une lutte sans merci, mobilisant toutes les forces du bien en faveur de la paix et du relèvement du niveau économique et culturel de tous les peuples sans aucune distinction quant aux nationalités, aux croyances et aux races.

« Le souci d'établir une paix durable s'impose également à l'O. N. U.

« L'Assemblée plénière de la Commission centrale des

Syndicats polonais, tenue du 2 au 4 décembre, à Varsovie, apprend avec joie qu'à la session de l'O. N. U., le représentant de l'U. R. S. S., le ministre Molotov, a fait une proposition de désarmement général mondial, à laquelle le représentant polonais, l'ambassadeur Lange, a prêté tout son appui.

« Au moment où les forces de la réaction, par voie de chantage et de menaces, cherchent à fomentier une nouvelle guerre, les propositions du ministre Molotov revêtent, dans l'opinion des travailleurs du monde entier, une importance extrême.

« Au nom de plus de deux millions de membres, l'Assemblée générale de la Commission centrale des Syndicats, assure la Fédération Syndicale Mondiale qu'elle ne cessera pas son combat avant que le dernier fauteur de guerre ne soit réduit et qu'un désarmement complet n'ait affermi la paix générale, indispensable aux nations ruinées par la dernière guerre. »

Pour l'Assemblée plénière
de la Commission centrale des Syndicats polonais,
LE PRESIDUM DE LA C. C. S. P.

KAZIMIERZ RUSINEK, KAZIMIERZ WITASZEWSKI,
Secrétaire général. Président.

JAPON

Le Conseil interrallié au Japon et les principes de l'activité syndicale

Le Conseil interrallié pour le Japon a publié, dans la presse, la décision sur les principes élaborés pour les syndicats japonais, approuvée le 6 décembre et transmise au général Mac Arthur pour application.

La décision dit, notamment, que les travailleurs japonais doivent être encouragés à former des syndicats.

« On ne doit pas permettre aux employeurs d'exercer une discrimination à l'égard des travailleurs sous prétexte qu'ils sont membres de syndicats.

Les syndicats doivent jouir de la liberté de réunion, de parole, de presse et d'émission radiophonique.

Il incombe au gouvernement japonais de créer des organismes de médiation et d'arbitrage pour la sauvegarde des droits des travailleurs.

Les syndicats doivent avoir la possibilité de participer à la politique. Leur participation doit être encouragée dans le processus de démocratisation. Celle-ci doit s'exprimer,

notamment, par l'abandon des méthodes militaristes et monopolisatrices au Japon.

Il ne faut pas permettre aux employeurs, dit encore la décision, de financer les syndicats ou de prendre part à leurs activités. Les représentants officiels des syndicats doivent être élus au scrutin secret.

Aucune personne ayant poursuivi, autrefois, les syndicats, ne peut être autorisée à occuper une fonction syndicale ou bien être médiateur ou arbitre.

Les représentants de la police ou du gouvernement ne doivent ni espionner les travailleurs, ni briser les grèves.

Aucune nouvelle organisation ouvrière poursuivant des buts militaristes, ultra-nationalistes, fascistes ou autrement totalitaires, ne peut être admise dans les syndicats.

Les bilans financiers des syndicats doivent être soumis à un contrôle public.

N'OUBLIEZ PAS DE LIRE...

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

THE PLOTTERS (LES CONSPIRATEURS)

par John Roy CARLSON

Édité par E. P. Dutton and Co. Inc.,
New-York, 1946 (en anglais).

John Roy Carlson s'était déjà créé une réputation d'expert enquêteur par son livre précédent, *Under Cover*, qui démasqua les agents de Hitler en Amérique et leurs complices américains d'avant-guerre. Il s'était aussi attiré leur haine éternelle, ce qui n'était pas fait pour faciliter la tâche qu'il s'était tracée pour le livre actuel, à savoir, de faire connaître l'extraordinaire liberté d'action de ces mêmes éléments pendant la période où les États-Unis étaient en guerre et, de plus, la terrifiante reprise de pareils mouvements depuis la fin des hostilités et leurs sinistres plans d'avenir. Il est arrivé à réaliser ce véritable miracle et nous présente un exposé remarquablement documenté sur la renaissance d'un fascisme purement américain, profitant de préjugés raciaux, religieux et sociaux à un point jusqu'alors inconnu et avec une liberté d'action qui pourrait alarmer quiconque ayant les moindres tendances à la démocratie. Le terme « smashing expose » dont se servent les éditeurs pour décrire ce livre est nettement en dessous de la vérité. C'est une puissante compilation de faits tellement graves qu'ils font comprendre au lecteur la troublante nécessité de faire quelque chose rapidement et vigoureusement avant qu'il ne soit trop tard. Ce sentiment de danger imminent frappera non seulement le lecteur américain, mais n'importe quel démocrate dans le monde, surtout en vue de l'énorme force internationale que sont devenus les États-Unis par suite de la dernière guerre.

En laissant entièrement de côté le point de vue et les opinions de l'auteur, et se basant uniquement sur la richesse des faits et des enquêtes très documentées réunis par lui, le lecteur sera frappé par trois points qui sont communs aux nombreuses organisations décrites dans ce livre; en fait, ces trois similitudes ne peuvent que confirmer la conviction qu'il existe derrière tout ceci une force directrice invisible et toute puissante qui ne peut être autre que l'internationale fasciste, encore très active.

Le premier de ces points est la technique employée par tous ces groupes consistant à attiser les dissensions et les haines par des préjugés latents antinègre, antisémite et autres, et en vociférant sur le danger imminent du communisme; un danger que l'auteur lui-même déclare inexistant quoiqu'il soit violemment opposé au communisme et éprouve même le besoin de consacrer un chapitre à attaquer les communistes américains, chapitre qui, en contraste avec le reste du livre, s'il prouve quelque chose, prouve bien que ce groupe ne constitue aucun danger, ni par sa technique, ni par sa faible importance. Le lecteur reconnaîtra aisément la technique des « Conspirateurs » comme étant du pur Goebbels.

Le second trait commun à tous ces groupes est leur grand effort de prosélitisme auprès des anciens combattants mené partout où cela est possible conjointement à des plans d'organisation de formations para-militaires. Là encore, le parallèle est frappant. C'est en s'étendant sur le groupe numériquement important et relativement agité des anciens combattants de la première guerre mondiale, que le parti nazi en Allemagne acquit son énorme puissance, lorsqu'il s'empara du pouvoir.

Le troisième trait commun est le plus frappant. Tous dirigent leurs attaques principales contre le syndicalisme et le droit des syndicats. Par ce dernier trait, on découvre le secret de leur force financière. Il apparaît évident que les forces antisyndicales, la grosse industrie privilégiée et les trusts financent actuellement en Amérique comme ils l'ont fait il y a vingt ans en Allemagne ces éléments para-fascistes dans le but de détruire la position des syndicats en tant que voix puissante dans la politique nationale et mondiale qui menace leur domination.

Aucun syndicaliste américain ne peut lire ce livre sans arriver à la conclusion que lui et ses syndicats doivent s'opposer active-

La rédaction sera heureuse de recevoir toutes nouvelles œuvres susceptibles d'intéresser le monde syndical et qu'elle pourrait recommander aux lecteurs du « Mouvement Syndical Mondial ».

ment au travail de ces « Conspirateurs » et ceci rapidement et vigoureusement, en faisant appel à la tradition démocratique américaine et aux efforts de compréhension des anciens combattants. Aucun syndicaliste dans le monde ne peut le lire sans acquérir une plus grande connaissance des forces ennemies travaillant dans le monde, qui

cherchent à le détruire et à le réduire en esclavage, et un sens plus aigu de la nécessité de veiller sur ses libertés qui ont coûté tant de sang humain dans le passé.

D.

THE STORY OF THE ENGINEERS (HISTOIRE DES MÉCANICIENS)

par James B. JEFFREYS.

Édité par Lawrence & Wishart, Londres, 1946 (en anglais).

Cet historique d'une des plus importantes et plus anciennes fédérations britanniques a été fait conformément au programme du Conseil exécutif de la Fédération des Mécaniciens pour marquer le jubilé de leur fédération. L'auteur retrace le développement de sa fédération et décrit les dures batailles qu'elle a eues à soutenir dès les premiers jours de la Révolution industrielle et de l'introduction de la machine à vapeur.

L'ère nouvelle introduite par la machine à vapeur appelait de nouveaux travailleurs qualifiés dans la métallurgie. Ce sont ces hommes qui ont formé, vers 1820, le noyau du premier syndicat de ces travailleurs qu'on appelait alors « les travailleurs de machines à vapeur ». Les syndicats plus anciens des constructeurs de moulins et des mécaniciens de moulins, travaillant sur les machines construites en bois, continuaient à exister. L'histoire des Mécaniciens est faite d'une série de fusions, les deux principales étant : la création, en 1851, de la Société unifiée des Mécaniciens qui fut saluée comme étant la première des fédérations « nouveau modèle » ayant des cotisations élevées, des secours mutuels importants, un contrôle national centralisé; la création de la Fédération unifiée de la Construction mécanique, en 1921, avec son nom actuel, quoique étant encore loin d'être la puissante organisation qu'elle est devenue aujourd'hui en groupant tous les mécaniciens.

Tout au long de son existence la Fédération a eu à lutter durement pour l'amélioration des conditions des travailleurs. Ses batailles, qui semblaient être perdues, se sont traduites par des avantages, ne serait-ce que grâce aux leçons que les mécaniciens ont apprises et bien apprises à chaque étape. La Société unifiée des Mécaniciens était à peine créée, que les employeurs ont tenté de la briser par le grand lock out de 1852; puis vint la lutte victorieuse de 1872 pour la journée de 9 heures; puis le lock out de 1898, le conflit étant causé par les « fonctions directoriales »; puis le lock out de 1922 pour des raisons semblables, enfin la menace de lock out de 1926 au sujet du conflit Hol. Ces batailles comptent parmi les plus longues et les plus dures dans l'histoire syndicale et les résultats obtenus ont été parmi les plus importants, surtout en ce qui concerne la diminution de la semaine de travail.

La série de fusions et la longue série de luttes sont étroitement liées : en fait, c'est à la suite des leçons découlant de ces luttes que le besoin de fusion s'est fait sentir. Même en 1922, lorsque la Fédération fut créée, avec son nom actuel, l'adhésion était limitée aux ouvriers qualifiés. Bien différente est la grande fédération universelle d'aujourd'hui, qui accueille dans ses rangs tous les travailleurs de la mécanique, qualifiés ou non, et, depuis la dernière guerre, les femmes aussi bien que les hommes. Sur le terrain économique les employeurs ont fait preuve, au cours des années, d'un désir particulièrement tenace de briser la fédération. Les travailleurs ont appris la grande leçon de la force par la solidarité. Cette histoire passionnera les syndicalistes de tous les pays.

D.

FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE.
1, RUE VERNET, PARIS (8^e ARRT.)
TRAVAIL EXÉCUTÉ PAR DES
OUVRIERS SYNDIQUÉS

*... un Ordre Mondial dans lequel toutes les ressources du
monde seront utilisées pour le bénéfice de tous les hommes.*

(Statuts de la F. S. M.)

